ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 174 - 21 décembre 1990 - prix : 8 F

LE ROI HASSASSIN ET SES AMIS FRANÇAIS

AFP

M 6189 - 1174 - 8,00 F

LE ROI HASSASSIN ET SES AMIS FRANÇAIS

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Peut-être des dizaines de morts, en tout cas des centaines de blessés, et autant d'arrestations... Le roi du Maroc, Hassan II, n'a pas hésité à faire tirer à balles réelles sur les enfants et les adolescents révoltés des quartiers pauvres de la ville de Fès, d'Agadir, de Tanger ou de Kenitra. Il s'était passé quasiment la même chose lors des émeutes de la faim de 1981 et 1984, à Casablanca et dans d'autres grandes villes. A l'époque, en plus des morts et des blessés, des centaines d'ouvriers, de jeunes, de syndicalistes, d'opposants, d'étudiants, remplirent ces geôles et ces bagnes marocains parmi les plus sinistres du monde, où l'on meurt lentement de vermine et de désespoir dans des cachots qui ne voient jamais la lumière, et d'où l'on ne ressort plus vivant.

Le régime marocain est ami de l'occident capitaliste, mais il est au moins aussi odieux que le régime roumain ou bulgare. La seule différence est que l'indignation du gouvernement français a deux poids deux mesures. Samedi 15 décembre, la chaîne de télévision TF 1, par exemple, déplorait le silence et l'opacité des dictatures roumaine ou bulgare, mais était bien moins sévère pour le régime marocain qui, la veille, faisait tirer sur des enfants et a bien des Timisoara sur la conscience. Il faut dire que Bouygues, qui possède TF 1..., est aussi actionnaire de la deuxième chaîne de télévision marocaine !

Et il n'y a pas que Bouygues qui en France a bien des raisons d'être indulgent et discret. Le Maroc est aujourd'hui indépendant, mais il reste lié au gouvernement et aux capitalistes français par bien des contrats, de véritables contrats mafieux en fait qui permettent aux industriels français d'aller là-bas exploiter une main-d'œuvre payée neuf ou dix fois moins cher qu'en France, sans pratiquement payer d'impôts ni s'embarrasser d'une quelconque législation sociale ou commerciale. Le Maroc est l'atelier clandestin des capitalistes français, mais ô combien connu et toléré !

De Thomson et Rhône-Poulenc à la CGE ou Air Liquide, en passant par Spie Batignolles, Renault et bien d'autres sans oublier les produits de luxe «Lenôtre», ce sont plus de 1 200 grosses entreprises françaises qui font leur beurre au Maroc. Même Air France possède 20 % du capital de la Royal Air Maroc, et Alsthom 10 % des chemins de fer marocains ! Là-bas, quelqu'un comme Bouygues n'a à débourser que 8 F pour une heure de travail ouvrier sur les chantiers de la mosquée de Casablanca ou de l'aéroport d'Agadir, alors qu'il devait tout de même payer 120 F de l'heure ici pour le chantier de l'Arche de la Défense...

Voilà qui explique la complicité des autorités françaises avec les méthodes esclavagistes de la dictature marocaine. Et cette complicité ne se limite pas à fermer les yeux sur ce qui se passe là-bas. Ici même, en France, on sait bien comment le gouvernement français laisse prospérer des associations téléguidées par la police marocaine, qui siègent à l'ambassade du Maroc à Paris, et qui sévissent auprès des travailleurs marocains en France !

Seulement, malgré les bagnes, les prisons, les morts et les blessés, le peuple marocain et sa jeunesse tiennent tête aujourd'hui à ce tyran si courtisé par la prétendue démocratie française. S'il finit par tomber, comme cela est arrivé à d'autres, il pourra peut-être trouver un refuge douillet en Suisse ou sur la Côte d'Azur comme Duvalier, grâce à sa fortune personnelle ou à la protection du gouvernement français. C'est cela, la solidarité de classe des bourgeois. Celle des travailleurs de France, en revanche, consisterait à épauler le peuple marocain en faisant payer cher ces patrons qui ici comme là-bas portent les mêmes noms.

Gamma

L'hôtel 4 étoiles "Le Méridien" en flammes à Fès.

LA SEMI-COLONIE DES TRUSTS FRANÇAIS

Depuis plus de trente ans, le Maroc n'est plus une colonie de l'ex-Empire français. C'est un pays indépendant. Certes. Mais les profits de capitalistes français, eux, dépendent plus que jamais des super-plus-values réalisées là-bas. Il y a quelques mois, le 16 février 1990, une journaliste du *Monde* consacrait à la question un article fort instructif.

Les grands trusts se sont longtemps dissimulés au Maroc *«sous des noms ésotériques (SFRM pour Thomson, par exemple)»*. Désormais, ils s'appellent par leur nom : Thomson-Maroc, Merlin-Gerin, Rhône-Poulenc, CGE, Air-Liquide, Spie-Batignolles, Renault, La Cellulose du Pin... *«Je ne connais pas de grand groupe industriel français qui n'ait au Maroc au moins une usine»*, aurait affirmé un haut fonctionnaire français en poste à Rabat (toujours rapporté par la journaliste du *Monde*).

Il y aurait au Maroc 1200 entreprises françaises ou à capitaux partiellement français. Certaines détiennent une part de capital dans des sociétés publiques marocaines : Air France détient 20% du capital de Royal Air Maroc ; Alsthom, 10% des Chemins de fer marocains ; Bouygues, une part de la deuxième chaîne de télé marocaine... après avoir investi dans la construction de la Grande Mosquée de Casablanca et de l'aéroport d'Agadir.

En fait, les industriels et banquiers français sont de loin les premiers investisseurs étrangers au Maroc. Et les investisseurs directs là-bas auraient triplé depuis 1985, l'accélération ayant été particulièrement importante depuis 1987.

Parmi les nouveaux arrivants, on compte beaucoup de «PME ou PMI» : entre autres, le traiteur Lenôtre et autres grands de la gastronomie et de l'hôtellerie françaises : le fabricant de bottes «Le Chameau» ; le spécialiste de matériel électronique pour bateaux S3E... et jusqu'à des Bretons qui envisagent d'y faire pousser des *«tomates bien rondes et bien rouges»* !

Evidemment, ce qui attire ce beau monde au Maroc, outre la francophonie, outre la proximité géographique, outre qu'il y a un marché de quelques millions de riches, souvent ex-pieds-noirs (sur les quelque 25 millions d'habitants), c'est le coût extrêmement bas de la main-d'œuvre. De huit à neuf fois inférieur, en moyenne, à ce qu'il est en France (rapporte toujours la journaliste du *Monde*). Pour Bouygues, une heure d'ouvrier coûtait 120 francs sur le chantier de l'Arche de la Défense, contre 8 francs sur celui de la Grande Mosquée de Casablanca ! Une «petite main» marocaine gagne 580 francs par mois.

Par-dessus le marché, le Maroc offre *«un code des investissements particulièrement incitatif»*, qui accorde des exonérations d'impôts, totales ou à 50% selon les secteurs, et pendant cinq ans en général, aux nouveaux entrepreneurs.

Depuis un peu plus d'un an, les transferts de capitaux ont été facilités (au lieu d'attendre six mois une autorisation, on n'attend plus que 22 jours). Le roi a même proposé que tout dossier d'investissement obtienne l'agrément de l'administration marocaine si celle-ci n'y donnait pas suite dans un délai de deux mois... Cela dit, des industriels français se plaindraient pourtant qu'il n'existe au Maroc, en cas de litiges et difficultés, ni tribunal de commerce, ni même de code de commerce. Ils ne s'y trouveraient pas dans un «Etat de droit»...

Mais qu'à cela ne tienne. Les milieux industriels et bourgeois français sont copains comme cochons avec les milieux industriels et bourgeois marocains et «Leur Majesté» à tous (du moins à l'heure qu'il est) Hassan II. Les uns et les autres s'organisent des petites fêtes, des petits séminaires, des petits colloques... et des petites «parties». Un coup d'avion, et on est vite à Rabat ou Agadir... Et vice-versa.

Le Maroc est comme la proche banlieue de l'impérialisme français, à la fois bidonville où il a ses réserves de main-d'œuvre exploitable sur place ou en France, et banlieue résidentielle où il entretient ses plus belles piscines, villas et hôtels. Pour imposer à la population que le luxe tapageur côtoie la misère effarante, Hassan II trône et embastille, depuis 1961.

Certains hommes d'affaires, politiciens ou journalistes bourgeois font parfois mine de s'en offusquer ? Mais si la bourgeoisie française peut tirer des profits faramineux du Maroc et s'y faire bronzer les fesses, c'est bien grâce aux crimes de «Sa Majesté Le Roi»...

Jusqu'à nouvel ordre.

Michelle VERDIER

"NOTRE AMI LE ROI" MET LA MAIN À L'OUVRAGE

Le livre de Gilles Perrault, *Notre ami le roi* (que nous avons présenté à sa sortie dans nos colonnes) n'a pas plu à Hassan II. Par contre, il circule beaucoup dans les milieux marocains en France, et particulièrement parmi les travailleurs. Ceux qui sont franchement contre le régime, comme ceux qui ne sont pas vraiment pour, cherchent et lisent le livre. Des photocopies circuleraient aussi au Maroc...

Hassan II, furieux, aurait inventé une riposte. De même qu'il a «taxé» commerçants et travailleurs (au Maroc comme en France) pour le financement de la grande mosquée de Casablanca, il ferait actuellement prélever sa dîme, auprès des mêmes, pour organiser l'envoi de télégrammes et lettres de protestation à Mitterrand. Hassan II veut récupérer de l'argent, certes, mais il voudrait surtout obliger à prendre position en sa faveur.

A sa façon, Hassan II fait de la publicité pour l'ouvrage...

Meeting de protestation
contre la répression au Maroc le jeudi 20 décembre à la Bourse du Travail de Paris

Le mardi 18 décembre de 18 heures à 19 heures, un demi millier de personnes se sont retrouvées sur l'esplanade du Trocadéro pour protester contre la politique d'Hassan II, contre la tuerie et les incarcérations faites ces derniers jours à Fès ou Tanger, après la répression des émeutes de la faim de 1981 et 1984, à Casablanca entre autres, pour ne remonter qu'à celles-là.

Une délégation de représentants d'organisations présentes – organisations françaises et marocaines de défense des droits de l'homme, organisations syndicales et associations de travailleurs marocains en France, SOS-Racisme, organisations d'extrême-gauche – s'est ensuite rendue à l'ambassade porter la protestation.

Les présents se sont donnés un autre rendez-vous, pour un meeting à la Bourse du Travail de Paris, rue du Château-d'Eau, le jeudi 20 décembre à 20 heures. Lutte Ouvrière s'associe à cette protestation.

Le 27e Congrès du PCF

A LA RECHERCHE DE MOTS NOUVEAUX... POUR DE VIEILLES RECETTES

Il ne fallait guère s'attendre à ce que le discours prononcé par Georges Marchais en ouverture du 27e congrès du PCF apporte des éléments inédits, soit sur l'orientation, soit sur la bataille qui se déroule au sein de l'appareil et qui est, depuis des mois, publique.

Tout a été dit, publié, commenté. Reste la possibilité de jouer au petit jeu, vain et sans intérêt, qui consiste à soupeser tel ou tel membre de phrase, telle ou telle intonation.

Marchais a d'ailleurs tout dit, ou presque, et son contraire. Ainsi, lorsqu'il parle de ce qui se passe dans les pays de l'Est comme d'un lamentable échec, il explique aussitôt que le PCF avait vu - pas tout, il est vrai - mais déjà émis des réserves, et même proféré des condamnations. Et il cite tel ou tel extrait de résolution des précédents congrès, où, déjà, quoique tardivement, on mettait de côté la citation adéquate... *"Nous avons condamné le stalinisme de manière irrévocable en 1975"* (19 ans après le rapport Khrouchtchev, et 22 ans après la mort de Staline, belle performance !) ; *"en 1979, nous notions qu'en Union Soviétique et dans d'autres pays socialistes persistaient des pratiques et des défauts de leur passé stalinien..."*. Cela ressemble, peut-être, à de timides actes de contrition dans l'espoir qu'on efface tout sans demander de compte, mais pas à une analyse. Rien qui puisse répondre aux interrogations et au malaise de nombre de militants et de sympathisants du PCF.

Même chose en ce qui concerne la politique intérieure. Marchais fait une critique ferme du passé.

"La politique liée au Programme commun qui a dépossédé les forces populaires de leurs responsabilités a permis", dit-il, *"à François Mitterrand et à ses amis d'imposer une très dure expérience à notre peuple. Nous ne renouerons pas avec elle, car elle aurait la même nocivité"*. Mais il propose de remettre cela lorsqu'il propose, comme perspective politique, d'œuvrer à créer un rapport de force avec *"un Parti Communiste fort* - électoralement ? - *pour ramener le Parti Socialiste à gauche"*. Dès lors que se sera constitué *"un nouveau rassemblement majoritaire autour d'une transformation de la société"* - autrement dit, dès lors que les électeurs communistes, socialistes et bien d'autres auront clairement exprimé cette volonté - bien des obstacles qui empêchent le Parti Socialiste de revenir à gauche... auront, d'après Marchais, du même coup disparu.

Quels seraient donc ces mystérieux obstacles qui bloqueraient le PS ? Et Marchais pense-t-il réellement que les dirigeants du PS seraient sensibles à la pression de l'électorat - une fois élus - alors qu'ils ne l'ont pas été lorsque l'alliance autour du Programme commun provoquait encore de l'engouement ? Il faudrait être naïf pour le croire. Et Marchais ne l'est pas. Ce nouveau rassemblement populaire majoritaire a une forte allure de déjà vu.

Reste la bataille entre les partisans de Marchais, et les "refondateurs", comme ils s'intitulent eux-mêmes, regroupés autour de Fiterman. Elle n'a pas cessé, mais elle se déroule au travers de querelles de procédures dont il est bien difficile de connaître l'importance, et surtout les enjeux immédiats. D'autant que, des deux côtés, il n'y a pas de différence essentielle en ce qui concerne les perspectives politiques.

La presse a écrit que ce congrès était verrouillé. Marchais s'en est défendu, donnant même, comme exemple d'esprit d'ouverture, l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat en 1976, dont il a été le principal artisan. Et il y a, aussi bien de son côté que de celui des rivaux, une surenchère pour s'affirmer *"modernes"*, *"rénovateurs"*, *"ouverts"*. Dans ce domaine on peut faire confiance à la direction du PCF - quelle que soit sa composition - pour tenter de faire passer la vieille camelote réformiste et électoraliste pour un produit nouveau.

Mais ce qui est réellement verrouillé par la direction du PCF - c'est même, pour elle, une porte depuis longtemps condamnée - c'est la recherche d'une réponse réelle à ses échecs et à ses trahisons passés. C'est pourtant la seule voie qui permet de trouver une réponse qui se situe sur le terrain du communisme, c'est-à-dire la seule réponse réaliste à la crise actuelle. Bien plus réaliste que la sempiternelle perspective d'une nouvelle (?) version de l'Union de la gauche.

Jean-Pierre VIAL

LA SANTÉ AU RÉGIME

Les 37 milliards de rentrées, qu'apportera la CSG au budget de la Sécurité sociale, ne suffiront apparemment pas à satisfaire le gouvernement Rocard, ni son ministre de la Santé, Bruno Durieux, fraîchement promu à son poste. Sous prétexte de «maîtrise des dépenses de santé», celui-ci présente un plan visant à faire dix milliards d'économies sur l'assurance-maladie.

Parmi les dispositions de ce plan, figure entre autres un retardement de l'augmentation du prix des consultations médicales : l'augmentation de 90 à 95 F prévue au 15 décembre 1990 sera repoussée à l'année suivante. Ce qui ne manquera pas de mécontenter la frange des médecins qui pratiquent encore ces tarifs.

Pour ce qui concerne le prix et le remboursement des médicaments, le plan prévoit également des modifications : un nouveau système de fixation des prix est prévu, selon un contrat global avec chaque firme et non plus médicament par médicament. Et surtout, les médicaments dits «de confort» qui ne sont plus aujourd'hui remboursés qu'à 40 % risquent de ne plus l'être du tout d'ici un délai de trois ans.

D'autres mesures sont prévues concernant les pharmacies, les laboratoires, et les hôpitaux, visant à trouver de ce côté aussi des économies. On peut cependant être sûr que les professions dites libérales concernées par ce plan ne vont pas tarder à se faire entendre et vont tout faire pour ne pas en faire les frais. Ce qui signifie que ces dix milliards d'économies, c'est sur le dos des salariés qui payent les cotisations sociales qu'on pourrait encore les faire. Du moins si ceux-ci ne se font pas entendre, eux aussi.

UN GUILHAUME TEL... QU'ON PEUT RANGER SA TÉLÉ

La nuit des «7 d'or» a été l'occasion pour le monde de la télévision d'échanger quelques piques et autres réflexions amères ou désabusées.

Il faut dire que parmi les personnes nommées, et même parmi les lauréats, il y avait certaines vedettes d'Antenne 2 dont les émissions viennent tout juste d'être supprimées : cela concerne Christine Ockrent, Frédéric Mitterrand, Thierry Ardisson, Claude Sérillon...

Leurs émissions ont été supprimées par manque d'argent, après avoir reçu les félicitations du directeur de la chaîne. Et Philippe Guilhaume, PDG d'Antenne 2 et de FR 3, a déclaré au *Journal du Dimanche* que ces émissions *«emblématiques, innovantes, intéressantes» «n'ont pas su rencontrer leur public»*.

En clair, il décide des émissions en fonction de l'audimat, c'est-à-dire des rentrées possibles de publicité. Est-ce à cause du manque de subventions du service public, à cause d'une mauvaise gestion comme certains le prétendent ? Toujours est-il qu'après une profession de foi comme celle de Philippe Guilhaume, il n'y a plus qu'à tourner définitivement le bouton de son poste de télé...

Quant à Guilhaume, qui n'a pas non plus, de toute évidence, "su rencontrer son public", il a fini par démissionner ; s'appliquant à lui-même la règle de la suppression : ça s'implosait !

Crise du Golfe

Les dirigeants US haussent de nouveau le ton

HORS DU GOLFE LES TROUPES OCCIDENTALES !

Gamma

Entraînement des "marines" US. "Prêts à partir", sans doute, alors qu'il faudrait les faire partir du Golfe.

Le ton monte de nouveau dans la crise du Golfe. Mitterrand a tenu le 19 décembre une conférence de presse d'où il ressort que, pour lui, *«le risque de guerre reste plus grand que les chances de la paix»*. La «logique de guerre» semble en fait réenclenchée depuis le lundi 17 décembre et la mise en garde que le président américain Bush, entouré des représentants de vingt-huit pays membres de la coalition anti-irakienne, a adressée ce jour-là à Saddam Hussein.

Les troupes irakiennes doivent *«être hors du Koweït, complètement, d'ici au 15 janvier»*, a déclaré Bush, qui veut se montrer déterminé à utiliser la force contre l'Irak dès l'expiration de l'ultimatum de l'ONU, le 15 janvier. C'est sa réponse à l'éclatement de la «querelle des dates» avec le dirigeant irakien qui, pour une rencontre avec le secrétaire d'Etat américain James Baker, proposée à l'Irak dès le lendemain du vote de l'ONU, n'avait trouvé dans son agenda que la date du 12 janvier, trois jours avant l'expiration de l'ultimatum.

Pour Saddam Hussein, c'était évidemment une manière d'affirmer, face à George Bush, que la date butoir du 15 janvier ne l'impressionnait pas. Par la même occasion, le dirigeant irakien a réaffirmé son intention de rester au Koweït et, s'adressant à l'opinion publique des pays arabes, il a posé en préalable à toute négociation sur cette question une solution du problème palestinien dans lequel personne ne parle, depuis vingt et même quarante ans, de «date butoir» pour l'application des résolutions de l'ONU...

Alors, les armes vont-elles parler après le 15 janvier, ou n'assiste-t-on qu'à un épisode de plus de cette partie de poker menteur engagée, depuis le début de la crise du Golfe, entre les dirigeants occidentaux et Saddam Hussein ? Il est impossible de le dire bien sûr, justement parce que chacun des protagonistes se garde de montrer tout son jeu et parce que, même si une négociation s'engage – et est peut-être déjà engagée en sous-main – on peut s'attendre à ce que chacun fasse d'autant plus monter les enchères.

Mais c'est justement pourquoi une guerre dans le Golfe reste plus que jamais possible. Bush et derrière lui les autres dirigeants occidentaux sont engagés dans une démonstration ne visant pas seulement l'Irak ; il s'agit de démontrer qu'ils ne laisseront aucun régime du Tiers Monde remettre en cause le tracé des frontières et le partage des richesses établis par les grandes puissances impérialistes et qui sont le fond de ce soi-disant «ordre international» qu'elles veulent faire respecter coûte que coûte. Un «ordre international» qui faisait coexister l'opulent Koweït et ses richesses pétrolières et financières, réinvesties dans l'économie occidentale, avec la misère et le sous-développement de l'ensemble du Moyen-Orient.

Saddam Hussein, de son côté, exploite les atouts qu'il sait avoir dans son jeu ; les dirigeants des Etats-Unis, en fait, redoutent de mettre le doigt dans l'engrenage d'un conflit qui pourrait prendre l'allure d'une nouvelle guerre du Vietnam ; un conflit dans lequel, tout comme il y a vingt ans, le soutien de la population américaine à la politique de ses dirigeants pourrait s'amenuiser rapidement, tandis que son effet déstabilisateur sur l'ensemble des pays arabes pourrait rapidement multiplier les problèmes, dans l'ensemble du Moyen-Orient, pour la domination impérialiste elle-même...

Alors, pour des semaines encore et peut-être pour des mois, le monde entier risque d'être suspendu au choix des dirigeants occidentaux, en premier lieu américains, sur la meilleure manière pour eux d'imposer leur solution dans cette crise : en se contentant de montrer leur force ou bien, à un certain moment, en s'en servant ?

Même s'il n'y a aucune sympathie à avoir pour le régime de dictature de Saddam Hussein, les travailleurs n'ont pas à se tromper de camp. Ils doivent se dresser contre l'envoi de troupes par les dirigeants de leur pays, s'opposer à toute forme d'intervention et en premier lieu à toute velléité d'engager une guerre qui ne serait rien d'autre qu'une nouvelle croisade pour la domination impérialiste, une nouvelle – et tout aussi ignoble – guerre du Vietnam ou d'Algérie.

André FRYS

Territoires occupés

UNE RÉPRESSION IMPUISSANTE À VAINCRE "L'INTIFADA"

Il ne se passe pratiquement plus de semaine sans que des Israéliens soient tués ou blessés par des Palestiniens, à coups de couteaux le plus souvent. Trois Israéliens viennent ainsi d'être massacrés et leurs corps mutilés découverts dans un entrepôt de Jaffa, le 14 décembre. Et pour la première fois sans doute un réel sentiment d'insécurité s'est emparé de la population israélienne.

Le mouvement extrémiste religieux Hamas, qui est en concurrence avec l'OLP, revendique ces assassinats. Cependant, les Palestiniens qui ont été arrêtés après avoir poignardé des Juifs, sont en général des personnes sans passé ni politique ni militant connu par la police, qui ont ainsi pris un beau jour la décision d'aller assassiner des Israéliens dans la rue ou dans l'autobus. Et à cela le renforcement de la répression de l'armée d'occupation israélienne ne peut pas grand-chose. Les territoires occupés ont été "bouclés" ou "filtrés" ; des tireurs d'élite sont postés aux carrefours dangereux ; il y a eu des arrestations massives, des expulsions de leaders d'Hamas ; le chef de la police se déclare partisan d'établir la peine de mort ; etc. Mais que faire contre des gens désespérés et prêts à risquer leur vie ?

Si "l'Intifada" dure maintenant depuis plus de trois ans, si la crise du Golfe, avec les espoirs qu'elle suscite chez les Palestiniens du côté de Saddam Hussein, dure depuis cinq mois, la vague d'assassinats à l'arme blanche a commencé au lendemain de la fusillade du 8 octobre sur l'Esplanade du Rocher, à Jérusalem, qui a fait 21 morts. C'est ce massacre, dont les assassins israéliens n'ont pas été punis — à peine inquiétés — qui a exacerbé la colère et la volonté de vengeance chez les Palestiniens. C'est ce massacre que les Israéliens payent, et qu'ils n'ont sans doute pas fini de payer.

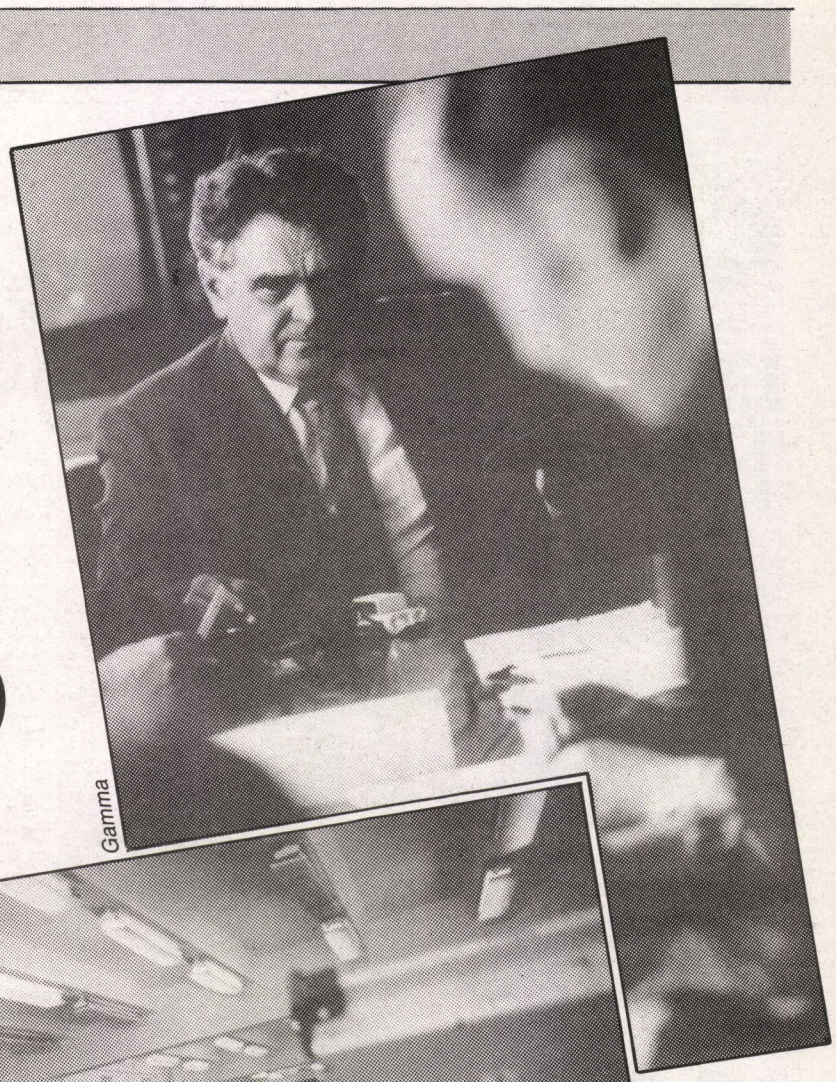
Il faut ajouter à cela que le Conseil de sécurité de l'ONU, pour la quatrième fois consécutive, vient de repousser un débat sur la situation des Palestiniens dans les territoires occupés. Comment mieux démontrer l'hypocrisie de l'ONU qui ne cesse pendant ce temps de se prononcer sur le Koweït ?

Malgré sa force et le soutien des Etats-Unis, le gouvernement israélien est dans l'impasse : la Palestine n'est pas et ne sera jamais gouvernable "normalement". Le gouvernement cherchait depuis longtemps à effacer l'ancienne frontière (mais toujours légale quand même) entre Israël et les "territoires" : la "ligne verte". Il s'agissait évidemment de préparer à terme une annexion. Mais le "bouclage" ou le "filtrage" des "territoires" fait renaître sans cesse cette frontière dans la réalité.

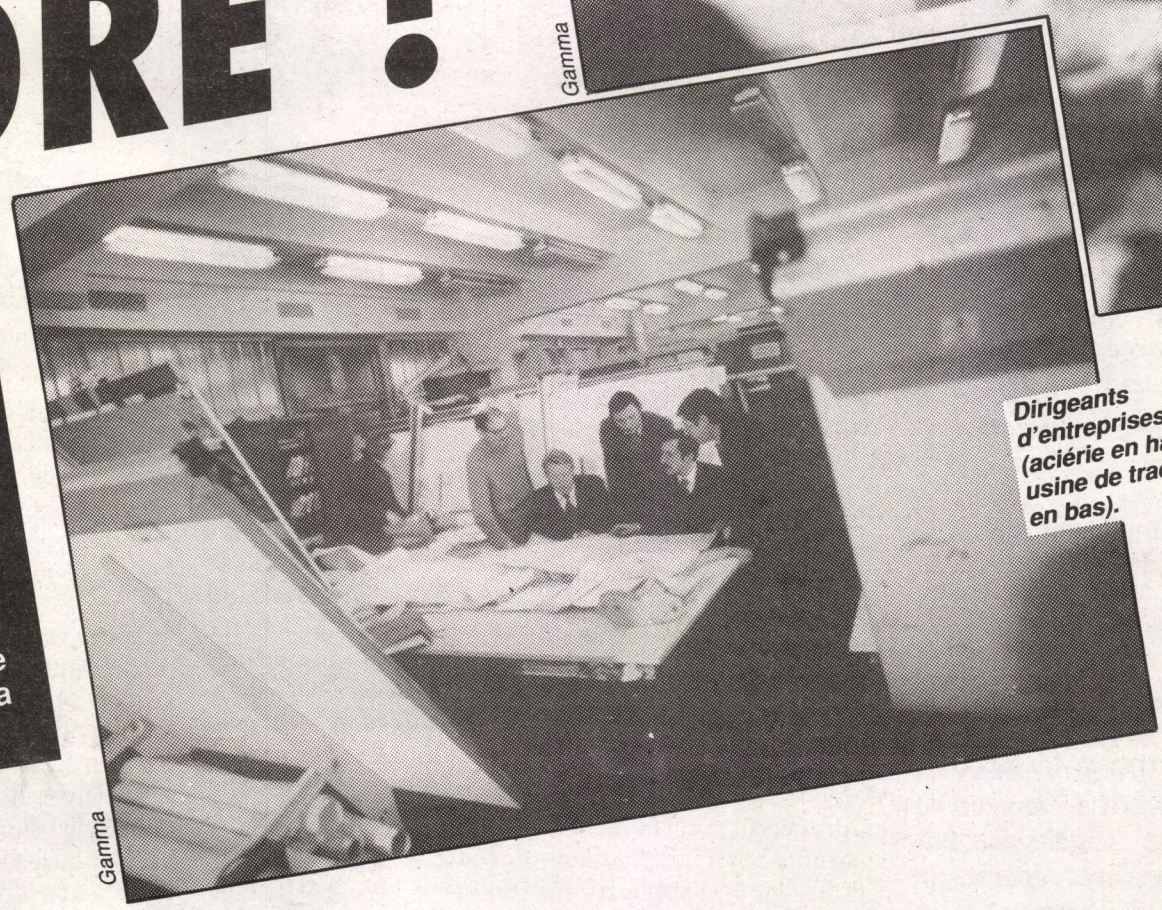
Alors l'occupation israélienne devra bien prendre fin un jour ou l'autre, et les droits des Palestiniens être reconnus. Car cette situation est chaque jour plus invivable ; pour les Israéliens comme pour les Palestiniens.

André VICTOR

VERS QUELLE REMISE EN ORDRE ?



Gamma



Gamma

Dirigeants d'entreprises (aciérie en haut, usine de tracteurs en bas).

La session du Congrès des députés du peuple qui s'est ouverte le 17 décembre à Moscou devrait voter des pouvoirs exécutifs accrus à Gorbatchev et, d'autre part, décider de soumettre à un référendum le fameux traité de l'Union, un texte contesté par les Républiques qui veulent leur autonomie ou leur indépendance, et par lequel Gorbatchev veut maintenir la cohésion de l'URSS.

Cela dit, cette session a démarré par un discours de Gorbatchev décrivant, pour la énième fois, la situation de crise politique et économique dans laquelle se trouve l'URSS et affirmant que la priorité était de rétablir l'ordre...

Les porte-parole patentés de la bureaucratie ont beau dire, il est plus facile de se faire le porte-parole des appétits d'un certain nombre de bureaucrates en promettant de faire redémarrer l'économie sur la base du marché que de le réaliser. Et il est plus facile de parler d'installer une «démocratie» à la mode occidentale et de nouveaux rapports, eux aussi «démocratiques», entre les différentes Républiques, que de passer de la parole aux actes : on en a eu quelques illustrations au cours de ces dernières semaines.

Ainsi le 6 décembre dernier, quelque trois mille directeurs d'entreprises réunis à Moscou avec Gorbatchev et Eltsine, en ont appelé au pouvoir politique pour qu'il rétablisse l'ordre économique en donnant des directives pour le Plan et en faisant respecter ces directives, un directeur allant jusqu'à réclamer *«l'instauration d'un état d'urgence économique en 1991»*.

Ce n'est sûrement pas en fonction de leur opinion politique personnelle que ces dirigeants des grandes entreprises d'URSS, peut-être pour nombre d'entre eux proches des perspectives de Gorbatchev ou d'Eltsine, ont tenu ce langage. C'est que, eux, sont en première ligne. Ils savent que les liens économiques, avec les fournisseurs, avec les clients, ne s'improvisent pas. Il faut qu'ils fassent tourner leur boutique. Et ils n'ont visiblement pas trouvé d'autre solution pour cela que de demander à l'Etat de faire respecter le Plan et les engagements pris entre les entreprises dans ce cadre.

Comme en réponse, le pouvoir a édicté un décret sur la question, un décret de plus - les précédents datent de septembre et de novembre. Mais ce décret - qui prévoit de sanctionner sévèrement les auteurs d'exportations illicites et *«qui suspend toutes les décisions des organes fédéraux (des différentes Républiques) ou locaux qui violent les engagements de livraisons pris antérieurement»* - ne sera probablement pas plus suivi d'effet que les précédents.

Car un des aspects de la situation en URSS aujourd'hui tient justement à ce que le pouvoir politique est incapable de faire appliquer ses décisions, qu'il est incapable de faire respecter ses ordres, de se faire respecter par les centaines de milliers de responsables, par les bureaucrates petits et grands assurant jusqu'alors une certaine cohésion de l'Etat et la marche de l'économie.

Gorbatchev a beau se faire donner encore plus de pouvoirs théoriques par le Congrès des députés du peuple, actuellement réuni à Moscou, ce n'est pas cela qui lui donnera plus de pouvoir dans les faits.

Il n'est paradoxal qu'en apparence que les maires de Moscou et de Léningrad, qui ont quitté le Parti l'été dernier en même temps qu'Eltsine et qui passent pour des figures de proue de la tendance dite libérale, soient en train de dénoncer, dans les revues ou journaux les plus lus, l'*«omnipotence»* des assemblées *«bavardes»* et d'essayer de mettre en place de *«véritables organismes»* de décision. Ces gens-là, comme tant d'autres dans la haute bureaucratie, évoquent «la démocratie» pour s'opposer au contrôle venu d'en haut - mais ne sont nullement disposés pour autant à abdiquer leur autorité et les avantages qu'elle implique.

Chaque haut dignitaire de la bureaucratie veut mener sa barque, diriger, et tirer librement profits et avantages de sa position. Mais en même temps chacun se plaint d'en être empêché par tous les autres qui font de même. Personne n'accepte plus d'être contrôlé par le sommet, et accepte encore moins de l'être par en bas. Et tous se tournent vers le pouvoir pour lui demander de trouver une solution à cette quadrature du cercle...

A une autre échelle, c'est le même type de problèmes qui se retrouve entre les différentes Républiques, dont les rapports sont actuellement, une fois de plus, à l'ordre du jour à cause de ce contesté «Traité de l'Union» que Gorbatchev voudrait voir soumis à référendum.

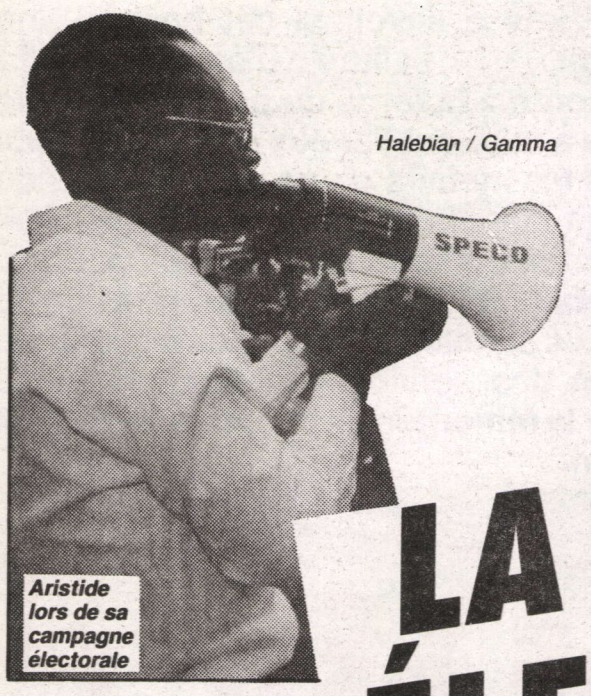
Alors il reste l'armée, la police politique (le KGB). Gorbatchev multiplie les gestes vis-à-vis de ces deux piliers de l'Etat. Il a chargé le KGB, présenté comme une force «propre», de distribuer l'aide occidentale et de débusquer les stocks cachés de vivres et de produits de première nécessité. Il a nommé aux postes de ministre et de ministre-adjoint de l'Intérieur respectivement un général du KGB et un général de l'armée connus pour leur langage musclé. Et il a fait donner une publicité certaine à un discours du chef du KGB annonçant, le 13 décembre, que son organisation *«s'opposerait au chaos»*, propos en contradiction complète avec l'image lénifiante que tentait de se donner encore récemment le KGB.

Pour l'instant il ne s'agit là que de gestes... mais des gestes qui, pour l'avenir, comptent peut-être plus que toutes les paroles déversées au Congrès des députés du peuple.

Dans une Union Soviétique où les apprentis-profiteurs, pour s'enrichir, se moquent d'entraîner la population dans des difficultés de plus en plus grandes, le dégoût de celle-ci, son manque de perspectives politiques peuvent l'amener à se montrer sensible à la démagogie de ceux qui lui promettraient l'«ordre». Mais les travailleurs soviétiques doivent savoir que cet ordre-là, s'il est imposé par l'armée ou le KGB, leur sera d'abord imposé à eux, s'instaurera contre eux.

Pour les travailleurs soviétiques, ce n'est qu'en se débarrassant des bureaucrates, des mafiosi, des nouveaux riches prospérant sur les trafics en tout genre, en s'opposant eux-mêmes à toute tentative des sommets de la bureaucratie de rétablir le capitalisme et la propriété privée au nom de leurs intérêts de classe et de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire un type de démocratie où ce soient les travailleurs qui jouent le rôle principal et où ils ne laissent pas aux catégories privilégiées les moyens, c'est-à-dire la richesse, pour peser sur les décisions ; c'est seulement à cette condition que les travailleurs soviétiques pourraient procéder à une remise en ordre qui ne rime pas avec dictature, injustice et appauvrissement pour la majorité de la population.

Sylvie FRIEDMAN



Halebian / Gamma

Aristide lors de sa campagne électorale

LA VICTOIRE ÉLECTORALE D'ARISTIDE

Jean-Bernard Aristide aura donc gagné les élections présidentielles de Haïti haut la main. Si les premiers chiffres avancés sont confirmés, il est élu dès le premier tour, avec quelque 70% des votes, contre 12% à son adversaire principal, Bazin, le candidat préféré des dirigeants américains (encore que le 19 décembre, trois jours après le scrutin, les autorités haïtiennes gardaient encore le silence complet sur les résultats, ce qui laissait encore évidemment une porte ouverte à des coups tordus).

Ce prêtre que la droite et l'extrême-droite haïtienne traitent de «communiste» – ce dont il s'est toujours défendu – a été élu avec les votes des classes pauvres de cette société haïtienne dont ils constituent l'écrasante majorité. Ce crédit d'Aristide dans les classes pauvres lui vient de son attitude courageuse contre la dictature de Duvalier, puis contre l'extrême-droite macoute, ainsi que de ses prises de positions répétées contre les inégalités sociales.

Mais ce crédit lui vient aussi de ce que, sur ce terrain, il n'a jamais eu de rivaux sérieux, ni sous Duvalier, ni pendant ces quelques mois consécutifs à la chute de Duvalier où les quartiers pauvres de Port-au-Prince, de Gonaïves, du Cap, qui ont imposé le départ du dictateur, sont restés relativement mobilisés. Théodore par exemple, chef du Parti Communiste haïtien (PUCH) – également candidat dans ces élections – qui avait bénéficié d'un certain crédit à cette époque, a eu le temps de se déconsidérer en faisant la cour à quelques-uns des généraux les plus pourris de cette armée haïtienne qui en compte quelques-uns (en soutenant notamment le général Avril après le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir). En tentant de se montrer, en toutes circonstances, aussi respectable, aussi modéré que tous les «leaders» politiques, bavards et pleutres devant l'armée, Théodore s'est déconsidéré dans les classes pauvres.

LE SUCCÈS ÉLECTORAL D'ARISTIDE NE PROTÈGERA PAS LES CLASSES PAUVRES

La victoire électorale d'Aristide, et surtout son ampleur, est un désaveu des milieux macoutes comme des coteries politiques, mais aussi de cette hiérarchie militaire, principale protectrice des macoutes, qui n'a fini par accepter de jouer le jeu des élections que contrainte et forcée, sous la pression des bailleurs de fonds américains et français et lorsque, de coup d'Etat en coup d'Etat, les généraux se sont usés au pouvoir.

Comment réagira cette fois l'armée ?

Les sommets de la hiérarchie sous le contrôle des Américains, comme les Américains eux-mêmes, ont probablement accepté l'éventualité de la victoire d'Aristide par avance. Les résultats massifs d'Aristide, y compris dans les campagnes où les électeurs sont traditionnellement terrorisés et où les chiffres peuvent être facilement truqués, laissent penser que, cette fois, les truquages sont restés limités, ce qui indique une certaine neutralité de l'armée. Mais les tergiversations des autorités haïtiennes, même pour seulement annoncer les résultats des élections, ont montré qu'elles ont hésité devant la conduite à tenir. Est-ce devant la pression de ceux de l'armée qui seraient tentés de procéder à un coup de force avant même qu'Aristide soit investi ? En tous les cas, les Etats-Unis se sont dépêchés d'annoncer qu'ils reconnaissent Aristide comme président élu, avant même que les autorités haïtiennes n'aient rendu publique cette élection à Haïti même.

Les Etats-Unis semblent, depuis l'annonce de la candidature d'Aristide, faire le calcul que les masses populaires découragées, démoralisées, soumises à la pression de groupes armés paramilitaires, et surtout à la pression plus puissante encore des difficultés pour simplement survivre, ne seront pas encouragées par la victoire électorale d'Aristide, mais au contraire s'en remettront à lui. Aristide, de son côté, a tout fait pendant la campagne électorale pour tenter de réconcilier les masses pauvres avec l'armée et pour insister sur l'unité nécessaire de tous les Haïtiens, bourgeoisie et hiérarchie militaire comprises, pour le «changement démocratique».

(AFP)

Un policier face à un groupe de sympathisants d'Aristide

PAS DE MIRACLE À ATTENDRE

On ne peut que souhaiter que tous ceux qui misent sur la résignation des masses se trompent. L'élection d'Aristide ne résoudra en elle-même aucun des problèmes graves de la société haïtienne, la misère profonde des travailleurs, la richesse provocante de la couche dirigeante, la corruption généralisée. Elle n'apportera même pas la «démocratie», au nom de laquelle Aristide s'est présenté. La hiérarchie militaire, à laquelle Aristide s'évertue à donner une caution démocratique, est toujours celle qui, après avoir servi Duvalier, a été le pilier des dictatures militaires successives. Elle continue à protéger et à alimenter en hommes et en matériel l'extrême-droite macoute. Nombre de militaires d'extrême-droite considèrent d'ailleurs la simple présence d'Aristide – quel que soit le langage de celui-ci – comme une provocation.

L'armée peut – si elle l'accepte – décider de rester à l'écart de la vie politique, le temps qu'Aristide se déconsidère à son tour. Elle resterait de toute façon – avec les Etats-Unis à l'arrière-plan – la véritable maîtresse du jeu. Et elle pourrait matraquer, tirer, en en laissant la responsabilité politique à Aristide.

Elle l'a d'ailleurs commencé : elle a tiré sur des jeunes qui, forts du succès d'Aristide, sont allés tenter de libérer les prisonniers du tristement célèbre Fort Dimanche.

Mais les menaces contre les classes exploitées ne viennent pas seulement de l'armée et de l'extrême-droite. Certaines des organisations nationalistes dites «progressistes» qui soutiennent Aristide ont déjà commencé, avant même que ce dernier soit élu, à dénoncer les «provocations» en s'en prenant à ceux qui mettaient en doute la loyauté de l'armée à l'égard de la «démocratie». Ces gens-là sont tout à fait capables d'étouffer, et au besoin de briser, au nom des «nécessités du changement démocratique», toute démocratie dans les classes pauvres, c'est-à-dire toute tentative, au sein de ces dernières, de formuler des revendications de classe.

Tout dépend si les classes pauvres se laissent faire et, satisfaites de l'élection d'Aristide, acceptent d'attendre que le miracle se produise – ou au contraire, si elles agissent, et pas seulement comme un feu de paille, en «déchoukant» un certain nombre de crapules qui ne l'auront de toute façon pas volé.

L'élection d'Aristide ne diminue pas, mais accroît les périls pour les classes pauvres. Pour les surmonter, il faudrait qu'elles soient organisées et armées pour faire face aux menaces des militaires et des macoutes excités par le succès d'Aristide. Il faudrait surtout qu'elles aient la conscience politique nécessaire pour ne pas se laisser réduire au silence, tromper et désarmer par les courants petits-bourgeois nationalistes, même et surtout lorsqu'ils se présentent au nom de la «démocratie» ou du «progressisme».

■ On connaissait déjà le nouveau Premier ministre britannique John Major comme le poulain favori de Thatcher. Deux semaines à peine après la succession, il a maintenant gagné le surnom de «Thacher-en-culottes».

Et en effet, les coups de gueule médiatiques de Thatcher mis à part, le ton et le langage de John Major sont indiscernables de ceux de son mentor. De l'Europe (pourtant le prétexte de la crise gouvernementale) à l'austérité financière en passant par la crise du Golfe et la rentabilisation des services publics, il serait vain de rechercher une fausse note : il n'y en a pas.

Rien d'étonnant à cela sans doute. Les députés conservateurs qui ont voté pour le départ de Thatcher ne voulaient pas une autre politique, même pas au niveau des nuances. Ils voulaient donner à la même politique une autre image, un autre visage, moins usé par le pouvoir et du coup plus à même de leur conserver une place à la mangeoire parlementaire lors des prochaines élections.

Voilà qui est donc fait. Et du coup, les conservateurs sont remontés à la première place des sondages.

Reste à savoir si cet homme «nouveau», à l'allure d'employé effacé «monté à la force du poignet», parviendra à faire oublier aux électeurs modestes les méfaits d'une politique qui dure déjà depuis onze ans et dont Major continue à se faire le champion. Car ces méfaits, c'est tous les jours et partout qu'ils s'étalent, du poll tax à la dégradation des services publics, en passant par la remontée du chômage et de l'inflation.

APRÈS LA "DAME DE FER", LE

ENCORE ET TOUJOURS LE POLL TAX

Le poll tax est bien le seul domaine dans lequel le nouveau Premier ministre s'est senti obligé d'avoir l'air de faire quelque chose de nouveau. Enfin, si on veut...

A son ancien challenger Heseltine, devenu ministre de l'Environnement, il a confié la mission empoisonnée de faire face aux mécontents. Celui-ci s'est tourné vers les travaillistes, leur proposant de cogiter en commun à la mise au point d'une nouvelle taxe plus équitable pour... dans deux ans (donc après les prochaines élections). Refus pincé des travaillistes, qui n'ont pas goûté son humour.

En attendant, les municipalités de tous bords ont pris l'offensive contre les millions de personnes qui n'ont encore rien payé. Cette année, pour beaucoup de banlieusards londoniens, les bons vœux de la municipalité sont... une assignation à comparaître.

Emeutes contres le poll-tax à Londres

Une grande partie des audiences des tribunaux des grandes villes a été réservée de longue date, et pour des mois, au seul règlement du poll tax. Pour faire passer ainsi tous les dossiers d'impayés de 1990 il faudra au moins jusqu'à la fin 1991 !

Comme il faut faire vite, les affaires sont expédiées au lance-pierres. Au point qu'il y a des juges qui finissent par craquer : la presse a rapporté des cas de démission en pleine audience. Mais c'est l'exception et la plupart des audiences sont le cadre de jugements qui frisent l'ignoble.

Car il n'y pas que ceux qui ont choisi de ne pas payer en connaissance de cause, qu'ils en aient ou non les moyens. Il y a aussi ceux, et ils sont nombreux, qui n'ont pas le choix faute d'argent. Beaucoup ont fait le siège des services municipaux depuis des mois pour faire reconnaître leur droit à une exemption partielle. En vain, à cause de la bureaucratie et de la pagaille administrative.

Alors on voit chaque jour des cas comme celui de cette mère célibataire de cinq enfants à qui l'on réclame 5 500 F sur-le-champ, alors qu'elle ne gagne que 3 000 F par mois comme femme de service à mi-temps et qu'elle est menacée d'expulsion à cause d'un retard de loyer de six mois. Le juge n'a même pas cillé. Il l'a même menacée de la police quand elle a voulu exposer son cas.

Pour elle, comme pour des centaines de milliers d'autres, ce sera la saisie. Et peut-être même la prison car, dans la «libérale» Angleterre, la prison pour dette existe toujours !

Alors, le contentieux du poll tax est toujours là, omniprésent. Et avec l'entrée en jeu des tribunaux, il ne peut aller qu'en s'aggravant.

Dans la classe ouvrière, il reste un objet de haine même pour ceux qui ont choisi de payer. Son injustice continue et continuera à choquer jusques et y compris dans les milieux aisés. Et il n'est même pas exclu qu'à un moment ou un autre, de nouvelles flambées de colère viennent troubler la bonne conscience de ceux qui le prétendent juste.

... ET DE NOUVEAU LE CHÔMAGE

Avec 1,6 million de chômeurs officiels, Thatcher s'était vantée d'avoir mis fin au chômage. Mais cela, c'était au temps des vaches grasses, lorsqu'à la faveur d'une embellie provisoire dans tous les pays riches Thatcher s'était targuée d'avoir rempli ses promesses de prospérité. Encore ces chiffres trompeurs masquaient-ils au moins autant de chômeurs non reconnus et surtout les quelque six millions de travailleurs à temps partiel qui ont surgi au cours des années 1980.

Mais au moins, dans les grandes villes du Sud, un jeune chômeur pouvait-il trouver un emploi, précaire et mal payé sans doute, parfois au noir, mais un emploi quand même.

Cela, c'est maintenant du passé. Les unes après les autres, les grandes entreprises annoncent des plans de licenciements massifs. Pas des suppressions d'emplois assorties de primes au départ comme auparavant, mais des licenciements «secs». Cinq mille à British Aerospace, 4 500 chez ICI (chimie), 2 500 chez Philips, au moins 4000 à Rover (automobile), 30 000 sur trois ans à British Telecom (ancien secteur téléphone des PTT anglais), pour ne citer que les annonces les plus marquantes.

Mais surtout, ce sont les petites entreprises, grandes pourvoyeuses de «petits boulots» dans la région londonienne, qui «dégraissent» ou ferment. En particulier dans le bâtiment, en plein crise de mévente. Et comme les gens sont à court d'argent, le travail au noir lui aussi se raréfie.

Aujourd'hui, le chômage des jeunes est en train de renaître très rapidement, comme en 1981-84, l'époque des émeutes dans les quartiers pauvres, mais en pire. Car l'un des «apports» de Thatcher est d'avoir supprimé les allocations sociales aux moins de 18 ans. Et un autre est, avec le poll tax, de décourager les jeunes de réclamer les allocations sociales auxquelles ils auraient droit, de peur que les agents recouvreurs ne les «pistent» sur les listes de bénéficiaires.

Alors même si le chômage ne s'aggrave que lentement dans les statistiques officielles, son aggravation réelle semble bien plus grave. Et avec lui, c'est le nombre des sans-logis, des jeunes de la rue, qui augmente de plus en plus visiblement. Certains d'entre eux étaient au premier rang des manifestations contre le poll tax en mars dernier. C'est peut-être encore eux que l'on retrouvera demain dans des manifestations similaires, des jeunes qui, eux, ont la conviction de ne plus rien avoir à perdre.

LA RUINE DES SERVICES PUBLICS

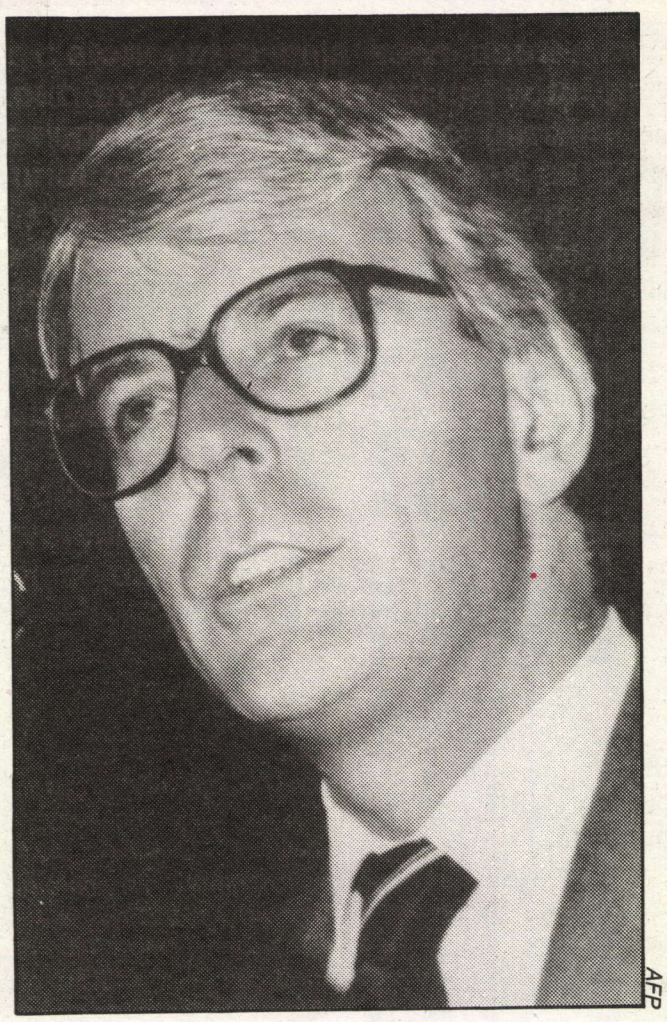
La dégradation de tous les services publics au cours de la décennie écoulée est devenue proverbiale. Jusqu'à la confédération patronale britannique qui, depuis un an, en vient à dire que les privatisations c'est bien beau, mais qu'il faut encore que ça marche. Cela va bien au-delà du caractère aléatoire des transports ou des listes d'attente interminables dans les hôpitaux.

Au point que sous Thatcher, le gouvernement a dû faire quelque chose. Par exemple, pour éviter la multiplication des scandales dans la distribution de l'eau, peu avant que celle-ci soit en partie privatisée, il lui a fallu débourser à la dernière heure soixante milliards de francs en dettes épongées et crédits étalés pour permettre une réfection minimum des installations les plus vétustes.

Un autre exemple, celui de l'électricité. C'est main-

John Major lui-même n'a pas l'air bien sûr de son fait, puisque ses propres conseillers en sont à parler aujourd'hui d'élections anticipées pour profiter de la remontée des sondages. Eux, au moins, n'ont pas d'illusion sur la popularité de la politique qu'ils mènent depuis onze ans !

"SERGENT MAJOR"


AFP

tenant que s'achève la privatisation du réseau de distribution, sous la forme de douze sociétés indépendantes dont 45 % des actions ont été vendues aux particuliers. Or, au moment même où une vaste campagne de publicité vantait la profitabilité du réseau électrique, un million et demi de foyers ont été privés d'électricité pendant 24 à 48 heures à cause de vents violents. Et il y a eu des morts dans les régions touchées.

Circonstances exceptionnelles, catastrophe naturelle ? C'est ce qu'on a dit. Sauf que ce sont des circonstances exceptionnelles qui se reproduisent, sous une forme ou une autre, tous les deux ans environ... sans que qui que ce soit au gouvernement s'en soit jamais ému !

Peut-être le succès tant claironné de la mise en vente des actions de l'électricité aura-t-il réchauffé, rétrospectivement, les victimes des coupures. Mais peut-être pas...

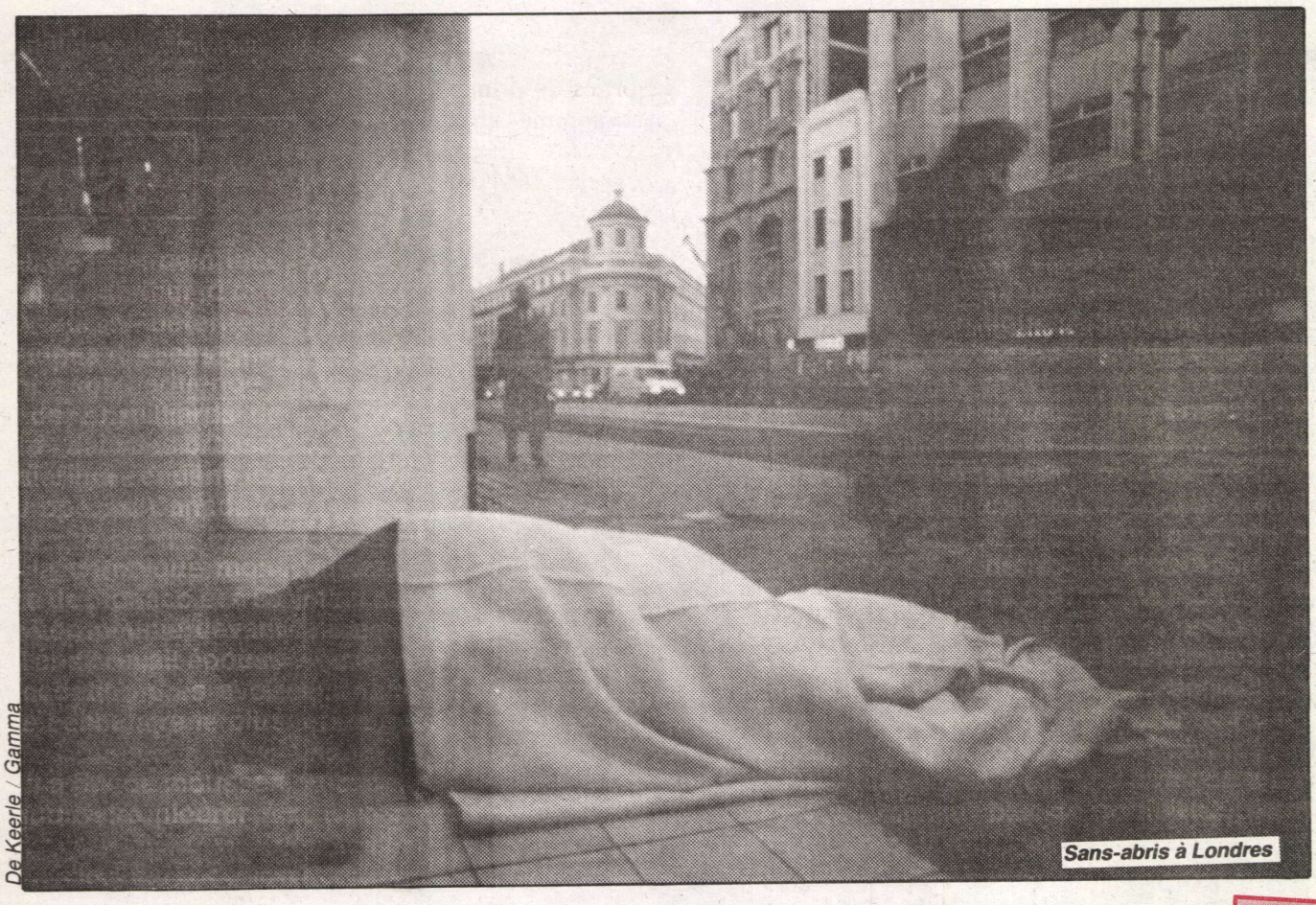
QUAND LE BUREAUCRATISME TOURNE À L'IGNOBLE

Le gouvernement n'a jamais daigné tenter un recensement des sans-logis. Les organisations caritatives, elles, estiment qu'ils sont près de 100 000 dans l'ensemble de l'agglomération londonienne. Beaucoup dorment autour des gares, ou dans des chantiers inachevés transformés en «villes de carton», comme on les appelle.

Face aux bourrasques glaciales de ce début décembre, ces organisations ont demandé au gouvernement la mise en place d'un plan d'urgence qui prévoit en pareil cas d'ouvrir un certain nombre de lieux publics plus ou moins chauffés. Encore ce plan prévoit-il que les dépenses et la main-d'œuvre nécessaire soit fournies par lesdites organisations.

Refus du gouvernement. Motif : le règlement pondu par un obscur haut fonctionnaire, au fond de son bureau bien chauffé, dit que le plan en question ne peut être mis en application que si la météo prévoit au moins trois nuits consécutives en dessous de zéro. Or, cette fois-ci, elle n'en avait prévu que deux...

Quel prix les sans-logis ont-ils payé cet arbitraire paperassier ? Aucune statistique ne le dira bien sûr jamais.


De Keerle / Gamma

Sans-abris à Londres

Taxis'flouze

Un vrai héros de contes de fées, ce prince Johann von Thurn und Taxis. Héritier d'une famille aristocratique bavaroise, détenteur d'une des plus grosses fortunes d'Allemagne, il vient de mourir en laissant à son héritier de 7 ans, son fils, l'équivalent de 13 milliards de francs. Il faisait dans la bière - dans les brasseries de Ratisbonne et de Shierling - et dans les domaines forestiers, en Europe, au Canada et au Brésil.

Et surtout il défrayait la chronique mondaine, le disputant au prince de Monaco et à sa famille pour faire baver le bon peuple devant l'inaccessible. A l'âge de 54 ans, il avait épousé une femme de 30 ans sa cadette après avoir longuement été, paraît-il, le célibataire le plus convoité d'Allemagne.

Il a été mis en bière et il a fini de mousser. Il n'y a vraiment pas de quoi faire pleurer ni Gretchen ni Mimi.

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières brochures parues :

– L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET SES ANCIENNES COLONIES D'AFRIQUE NOIRE (N° 39 - 29 juin 1990).

– LA CRISE DU GOLFE - L'AGRESSION IMPÉRIALISTE AU MOYEN-ORIENT (N° 40 - 5 octobre 1990).

– CRISE OU RELANCE, LE CAPITAL LE FAIT DUREMENT PAYER AU PROLÉTARIAT DE LA PLANÈTE (N° 41 - 9 novembre 1990).

Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres par brochure
Préciser le numéro désiré à la commande

LUTTE DE CLASSE DE DECEMBRE (N° 35) EST PARUE

Au sommaire :

TEXTES SUR LA SITUATION INTERNATIONALE ADOPTÉS PAR LA CONFÉRENCE NATIONALE DE *LUTTE OUVRIÈRE*

– La crise du Golfe
– Les relations Est-Ouest et leurs conséquences
– L'Urss
– Les changements en Europe centrale
– L'Allemagne
– L'Afrique du Sud et la fin de l'Apartheid
– La crainte d'une nouvelle récession.

Envoi contre 12 F en timbres

SNCM - Marseille

LA FIN DE LA GRÈVE DES MARINS

La grève des marins de la SNCM, qui occupaient les bateaux, a finalement duré pendant neuf jours.

La direction se disait d'accord pour intégrer dans le salaire qui devenait mensualisé 13,5 «doublages», des primes que les marins touchent lorsqu'ils font de courtes escales. En contrepartie, la direction voulait réduire les effectifs sur les bateaux et imposer, aux marins des machines comme à ceux du pont, d'assurer en plus de leur travail habituel un autre travail à un autre poste, c'est-à-dire d'être polyvalents. Mais ceci reviendrait à augmenter la charge de travail.

Les syndicats CGT, STC et CFTC demandaient les 13,5 doublages, mais sans la baisse d'effectifs et sans la polyvalence. Le lundi 10 décembre les marins, à une cinquantaine, entraient dans le bâtiment des bureaux, l'Agence, pour crier leur mécontentement à la direction.

Aussitôt la direction fit appel aux CRS. Et dans l'après-midi, on vit surgir dans les couloirs de l'Agence des groupes de CRS, casqués, matraque au poing et munis de boucliers. La stupéfaction fut générale parmi le personnel des bureaux. Les marins sortirent de l'Agence. C'est alors qu'encadré par les CRS, sous les lumières de la télévision, Anne, le directeur général, rassuré par les matraques, harangua les marins, traitant les syndicats d'irresponsables. Les marins partirent en scandant : *«Anne, démission»*.

Le mardi 11 décembre, la CGT appelait à une assemblée du personnel sédentaire dans le hall de l'Agence pour protester contre l'intrusion des CRS. Il y avait quelques dizaines de personnes dans le hall, quand le directeur fit bloquer toutes les issues, dans la crainte de voir arriver les marins. Pendant une demi-heure les passagers, les employés qui voulaient rentrer chez eux ou aller manger se retrouvèrent séquestrés dans l'Agence.

Le lendemain mercredi, les marins bloquaient les portes du Port avec des containers toute la matinée. Les marins de la CMN (Compagnie Méridionale de Navigation) s'étaient mis eux aussi en grève. Les négociations se sont déroulées toute la journée et la soirée du mercredi. En fait, dès mercredi midi, la décision d'arrêter le mouvement était prise, et le travail reprit jeudi matin.

La direction, pour l'instant, n'imposait plus la réduction d'effectifs ni la polyvalence. Un recul, peut-être momentané. Mais le fait qu'un bateau doive à nouveau être réquisitionné pour partir dans le Golfe n'y est peut-être pas étranger.

Correspondant LO

SNCF

Économies de passage à niveau DEUX MORTS

Un article publié dans notre journal de la semaine dernière relatait comment la SNCF faisait circuler quelques trains sur la ligne Grenoble-Valence, alors que les passages à niveau automatiques ne fonctionnaient plus, faute d'alimentation électrique.

Jeudi 13 décembre la SNCF annonçait que la situation était redevenue normale. Pas si normale que ça, puisque la neige tombait à nouveau, que des équipes de déneigement étaient encore au travail, et que le train Talgo reliant l'Espagne à la Suisse circulait avec beaucoup de retard. Au passage du Talgo, un premier passage à niveau est resté ouvert, sans conséquence. Puis un deuxième, et c'était le drame : deux morts dans une automobile qui traversait la voie.

Le chef d'exploitation a attribué dans la presse régionale ce quatrième accident de l'année sur ce tronçon à la «loi des séries» ! Est-ce là l'aveu, de la bouche même du responsable de l'exploitation SNCF, que c'est désormais la superstition et le fatalisme qui l'inspirent, et pas la rigueur et le rationnel qu'on serait en droit d'attendre en matière de circulation ferroviaire ?

Pourtant le même chef, cette fois beaucoup plus lucide, déclare dans le journal local que l'équipement de cette ligne à voie unique est dépassé. C'est donc bien la politique de la SNCF qui a fait deux victimes de plus.

MARSEILLE - AIX... TÉNUANT

A l'heure où la SNCF engage un investissement de prestige très important dans la région avec le TGV Sud-Est, les trains de la banlieue marseillaise sont largement insuffisants pour satisfaire les besoins de la population.

Ainsi la liaison Marseille-Aix-en-Provence, qui est une des lignes les plus fréquentées de la région, est toujours à voie unique (!) alors que l'autoroute qui relie ces deux villes distantes de 30 km est sursaturée tous les matins et tous les soirs et cause de très nombreux accidents.

La SNCF n'offre sur cette ligne qu'un train toutes les 45 minutes en moyenne dans chaque sens. Aux heures de pointe (7 h-9 h et 17 h-19 h), les trains ont très souvent plus d'une demi-heure de retard ou sont purement et simplement supprimés pour permettre au suivant de passer ; voie unique oblige !

Sur les six gares que comporte cette ligne, cinq ne sont équipées d'aucune passerelle ou passage souterrain : les voyageurs doivent traverser les voies à leurs risques et périls, les retards rendant les voyageurs impatients et imprudents. En outre les quais n'ont pas d'abris en cas de mauvais temps. Quant au confort, il laisse pour le moins à désirer : la voie ancienne et mal entretenue provoque des secousses telles qu'on à l'impression que les voitures n'ont pas de suspension.

Les lundis matin et vendredis soir, jours de pointe, les voyageurs s'entassent comme ils peuvent, alors qu'il suffirait de rajouter des wagons pour améliorer un tant soit peu la situation.

De nombreuses pétitions ont circulé sur cette ligne depuis des années, une association ayant milité pour transformer cette ligne en véritable RER... il y a quinze ans de cela.

Presque rien n'a été fait par la SNCF. Ce genre de liaison ferrée n'intéresse pas le lobby des Alsthom et autres, parce que peu générateur de super-commandes pour eux. La SNCF préfère investir des centaines de milliards pour gagner une heure entre Paris et Nice, plutôt que d'améliorer la vie quotidienne de plus d'un million de personnes.

Baisse des prix ou tour de passe-passe ?

L'indice officiel des prix de novembre indique une baisse de 0,2%. Ça s'explique par la baisse des produits pétroliers de 5%. Et ça suit les hausses des trois mois précédents qui s'étaient répercutées, pour les seuls produits pétroliers, par une augmentation de 1% sur l'indice. A part ça, les prix de détail, eux, continuent de monter, y compris en novembre. Et la hausse pour 1990 atteindra 3,6%, soit un taux plus fort que ce que l'Etat et les patrons acceptent pour la révision des salaires.

En réalité, les prix ne baissent pas, et il n'y a pas de raison pour que nos salaires plongent.

Chauffage aux sous

Il est question d'équiper près de 4 millions d'appartements avec chauffage central, de compteurs individuels fixés sur les radiateurs. Ainsi chacun paiera ce qu'il consomme, à supposer que les compteurs soient fiables.

Il en coûtera environ 200 F par an et par logement. Ce n'est pas énorme. Mais cela représente, pour l'ensemble, un marché de l'ordre de 800 millions par an. Alors les marchands de compteurs, eux au moins, auront de quoi se chauffer !

La guerre de succession d'ELM Leblanc (93)

"DRANCY TON UNIVERS IMPITOYABLE !"

(Arc.)

Il y a quelque temps, plusieurs journaux se sont fait l'écho des problèmes de succession qui se posent au sujet de l'entreprise ELM-Leblanc, l'un des premiers fabricants de chaudières individuelles à gaz du pays, avec environ 1 200 salariés en France et deux usines de fabrication, à Drancy principalement et à Bobigny.

Le fondateur de cette entreprise, Marcel Leblanc, possède toujours la majorité du capital. Il a aujourd'hui 83 ans et, même en tenant compte des progrès de la médecine, tout le monde se demande qui viendra après lui.

Seulement, la succession d'ELM-Leblanc n'est pas des plus simples et ne déparerait pas certains épisodes de Dallas. Marcel a une fille, qui s'est mariée il y a déjà longtemps, et il y a une dizaine d'années le gendre de Marcel Leblanc apparaissait comme le dauphin désigné et avait un poste de directeur important dans l'usine. Mais les deux hommes, Marcel et son gendre, se sont brouillés. Exit alors le gendre...

Et puis c'est sur le petit-fils, Laurent, que se sont reportés tous les espoirs. Le petit-fils a reçu, en même temps qu'un gros paquet d'actions, un poste d'administrateur et de directeur général de l'entreprise.

Mais – ça doit être de famille – le grand-père et le petit-fils se sont eux aussi brouillés. Marcel est parvenu à évincer Laurent de ses postes dans l'entreprise et à lui faire rendre ses actions. Cette restitution ne s'est d'ailleurs pas faite dans le calme : lors d'une séance du Conseil d'administration (où, conformément à la loi, assistent des représentants syndicaux) le grand-père a bondi à la gorge de son petit-fils, sous les regards un peu stupéfaits des assistants, qui découvraient la vigueur d'un homme de 83 ans et les comportements inattendus des «grands» de ce monde.

Le petit-fils a ensuite porté plainte, mais il a perdu son procès. La justice ayant estimé licite de transmettre «une part importante du capital» pour éviter de payer des droits de succession et, en cas de désaccord, de reprendre cette «part importante» ! Ce procès a été l'occasion d'un grand déballage de linge sale, où les deux adversaires se sont traités de tous les noms et où l'on a appris, entre autres, quelques-unes des largesses qu'avait faites le «vieux» : villa à Cannes, yacht, etc.

Les salariés ont également appris que la fille de Marcel (et mère de Laurent), Colette, qui dispose d'un appréciable paquet d'actions et d'une sinécure à l'usine, où l'on dit ne pas la voir souvent, a un revenu net après impôts de 500 000 F par mois !

Toute cette affaire a fait sourire, et a écœuré le personnel.

Mais puisque le patron s'est brouillé avec tous ses descendants, la question se pose donc : à qui va passer l'entreprise ? Le petit-fils, Laurent, ayant fait appel de la décision judiciaire, on ne sait jamais, il réussira peut-être à emporter le morceau.

Mais des bruits courent aussi – dont les journaux ont fait état – que l'entreprise devrait être vendue à tel ou tel trust britannique ou autre. Le journal *Les Echos* a même prétendu qu'il était envisagé une transmission de l'entreprise aux cadres et aux salariés, selon la formule adoptée chez Moulinex. Mais tout cela a été vigoureusement démenti par la direction actuelle et personne (peut-être même pas le patron ?) ne sait comment les choses vont se passer.

Tout ce qui est sûr, c'est que si pour les travailleurs ELM-Leblanc est plutôt une «sale boîte» mal payée, où les cadences sont dures et où les nouveaux embauchés ne restent souvent pas longtemps, pour la direction c'est une entreprise prospère qui dégage des bénéfices considérables. L'un explique l'autre, évidemment.

Le drame, c'est que le sort de 1 200 salariés dépend de la volonté, voire des caprices d'un seul homme, le patron, qui peut faire ce qu'il veut de «son» entreprise, la vendre à qui il veut, la «fermer comme une tabatière» selon la formule célèbre, la vendre par morceaux, etc.

Et pourtant si la dynastie Leblanc s'entredéchire, c'est bien parce que l'entreprise a de la valeur pour eux, et celle-ci n'est rien d'autre que le droit à s'approprier des bénéfices de l'exploitation de ces 1 200 travailleurs.

Correspondant LO

Mérillon/Gamma

Maous/Gamme

Roanne

ON NE SE LAISSE PAS ENNUITER !

Depuis le mois de septembre, la direction de l'hôpital de Roanne avait annoncé son intention de restructurer le fonctionnement des services, en particulier en faisant faire les remplacements de nuits par le personnel soignant de jour (infirmières et aides-soignantes).

Ce projet avait soulevé une vive opposition au sein du personnel, qui à plusieurs reprises avait montré son mécontentement.

Une nouvelle occasion de le faire s'est présentée mercredi 5 décembre. La direction avait convoqué un Comité technique paritaire pour statuer sur le problème des nuits et légaliser les nouveaux horaires. Mais, s'appuyant sur la mobilisation du personnel, les syndicats CGT et CFDT ont appelé à la grève pour ce jour-là. Cela a suffi pour que la direction batte en retraite et demande à négocier, sans même attendre le résultat de la grève.

Non seulement la direction a annulé son projet de restructuration du travail de nuit, mais en plus elle a cédé sur toute une série d'autres problèmes. Il sera désormais possible de cumuler les récupérations, d'avoir trois semaines de vacances consécutives l'été.

Dans les services, c'est le soulagement général. Tout le monde est content d'avoir fait reculer la direction, même si cela n'empêche pas de penser qu'il faudra rester vigilants, pour veiller à l'application réelle de ces accords.

Centre Hospitalier Esquirol (Limoges)

DES CONGÉS BIEN SOIGNÉS... TRÈS VITE GUÉRIS

Depuis l'été au Centre Hospitalier Esquirol de Limoges, la direction essayait de remettre en cause un calcul favorable des congés.

En novembre une pétition CGT-CRC a recueilli 475 signatures, sur 500 agents soignants concernés.

Lundi 10 décembre, nous étions plus de 130 pour remettre cette pétition au directeur, mais l'ensemble de la direction avait fui le rendez-vous. Un préavis de grève reconductible d'une heure par jour à compter du vendredi 14 décembre a été déposé.

Devant la mobilisation et la menace de grève, l'après-midi le directeur a essayé de combiner un rendez-vous avec la CFDT pour le 13 décembre, FO et CGT ayant refusé.

Finalement ce n'est que lorsque le directeur a publié, le jeudi 13 décembre, une note de service rétablissant les acquis pour les congés 1991, que le mouvement a été suspendu jusqu'à la pose définitive des congés.

Correspondant LO

Bull - Joué-les-Tours (Indre-et-Loire)

(Arc)

FLATTÉS, FÉLICITÉS... ET LICENCIÉS !

Les 373 employés de l'usine Bull de Joué-les-Tours en ont "gros sur la patate". Non seulement, depuis début novembre, ils savent que leur usine est condamnée à fermer en septembre 1991, mais de plus, c'est à qui, des patrons ou des représentants des pouvoirs publics, se paiera leur tête le plus cyniquement.

Les travailleurs de Bull ont d'autant plus le sentiment d'être floués que certains d'entre eux ont déjà connu le même scénario il y a moins de dix ans. En 1982, Bull avait en effet repris les locaux et une partie du personnel de la RTC-Cogéco, filiale de Philips fermée à l'été 1981. Dans l'opération, 400 des 650 travailleurs de la RTC étaient restés sur le carreau, tandis que Bull empochait les aides diverses octroyées au "repreneur".

Pourquoi cette décision de fermer l'usine ? Selon la direction, il s'agit de faire en sorte *"qu'une même gamme de produits ne soit fabriquée que dans un seul pays"* (les Etats-Unis en l'occurrence). Mais alors, pourquoi avoir affirmé que l'avenir de l'usine de Joué n'était nullement menacé quand un directeur a été muté à Boston il y a quelques mois ?

Dans une interview à la *Nouvelle République* le 27 novembre, le directeur industriel de Bull, Jean Antier, expliquait avec le culot de celui qui ferme une usine comme il ferme une blague à tabac que le choix de fermer Joué n'était *"en aucun cas un jugement de valeur"*. Emporté par l'élan, il ajoutait que Joué est *"un excellent site ; le personnel y est excellent"*.

Le souci des intérêts du personnel est tel - toujours selon Antier - qu'il a fait de la recherche d'un repreneur *"un défi personnel"*, et que *"sa priorité... c'est la pérennité de l'emploi"* ! Pas au point, tout de même, de ne pas fermer l'usine !

Quant aux "conseillers techniques" du ministre de l'Industrie, rencontrés le 4 décembre à Paris à l'occasion d'une manifestation des travailleurs de Joué, ils ont servi à l'Intersyndicale le même brouet que les patrons : *"Il faut rationaliser les sites et faire face aux besoins du marché"* et, là aussi, *"si le site est sacrifié, ce n'est pas pour des performances insuffisantes"*. Ce qui fait évidemment une belle jambe aux licenciés en puissance.

Pour l'heure, personne ne croit qu'un éventuel repreneur reprenne effectivement la totalité de l'effectif. SGS-Thomson, qui a une usine de composants électroniques à Tours, n'embauche pas, tandis que Sprague, autre entreprise d'électronique tourangelle, licencie plusieurs dizaines de travailleurs.

Alors, pour ne pas se retrouver comme des malpropres sur le carreau, bien des travailleurs ont le sentiment qu'il ne suffira pas d'avoir la bonne réputation dont nous créditent les patrons. Reste la mobilisation des travailleurs, qui ont toutes les raisons de ne pas accepter les pseudo-arguments patronaux, et qui ont quelques mois devant eux pour trouver le moyen de se faire entendre et craindre.

Correspondant LO

Rouen

LE COLLÈGE BRAQUE NE SERA PAS FERMÉ

(Arc)

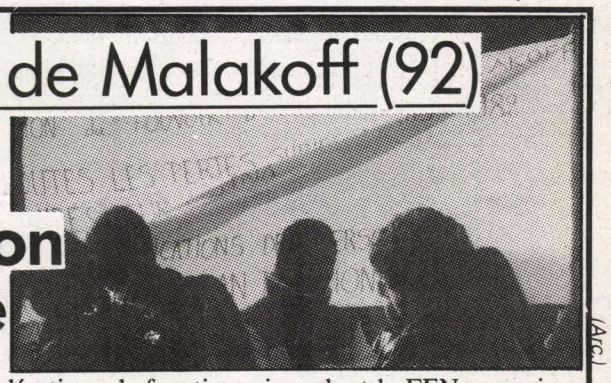
Durant la semaine du 10 au 17 décembre, les actions ont continué pour empêcher la fermeture du CES G. Braque à la Grand-Mare, en banlieue de Rouen (voir *LO* du 14 décembre). Vendredi 14 décembre, les collégiens étaient toujours en grève. Les parents appelaient ce jour-là à une journée «collège mort» et c'était un jour de grève aussi pour les profs. Le soir devait se tenir une réunion regroupant les conseils d'administration des quatre établissements concernés avec le recteur. A la même heure, une manifestation était prévue. Mais elle s'est transformée en une fête le soir même, puisqu'on venait d'apprendre que le recteur était revenu sur sa décision de fermeture.

Il reste toujours le problème de la construction d'un lycée neuf pour le LP Flaubert. Là-dessus, le recteur a sorti de son chapeau un nouveau gag : il serait construit à Isneauville, près de Quincampoix (tout un programme), en pleine cambrousse ! Un lycée professionnel en pleine ville n'est sûrement pas assez décoratif.

Tous ceux, parents, élèves, profs, qui se sont mobilisés contre la fermeture de Braque ont montré la bonne méthode à employer. Reste à en faire autant pour obtenir la constuction d'un lycée neuf dans de bonnes conditions.

Enseignants de Malakoff (92)

Une manifestation FEN... dante



(Arc)

Vendredi 7 décembre, cinq fédérations de fonctionnaires, dont le FEN, organisaient une journée de grève, pour obtenir 2,3 % d'augmentation pour l'année 1988-89, au lieu des 1,3 % proposés par le gouvernement. Journée assez peu suivie (20 % par exemple dans les Hauts-de-Seine). Beaucoup d'enseignants remettent en cause la politique de la direction de la FEN, considérée comme courroie de transmission du gouvernement. Des enseignants de Malakoff, en grève, ont cependant décidé d'aller au rassemblement organisé à Bercy, devant le ministère des Finances, mais sur leurs propres revendications, réclamant entre autres le rattrapage de toutes les pertes de salaires depuis 1982 (et pas seulement depuis 1988).

La différence peut sembler mince au néophyte, mais cette banderole, apparaissant derrière la plate-forme où se tenaient les organisateurs, n'a pas déclenché leur enthousiasme. Quelques mots plutôt vifs ont même été échangés avec les responsables nationaux de la FEN...

Marrant, tout de même, qu'ils n'aiment pas quand on participe !

Correspondant LO

UNIVERSITÉ PARIS VIII-ST DENIS

ON PEUT MOURIR A LA FAC...

Jeudi 29 novembre, un gardien et ouvrier d'entretien de l'Université Saint-Denis-Paris VIII, Claude Grauel, est décédé après avoir été percuté par un automobiliste. En six ans, c'est la sixième personne qui est morte dans ces conditions dans cette Université.

Paris VIII a en effet le privilège d'être la seule Université traversée... par une avenue à quatre voies. Les «autorités compétentes» ont pris leurs responsabilités, mais pour dans longtemps : une passerelle – ou un passage souterrain – est prévue pour... 1997 !

Jeudi 6 décembre, étudiants, enseignants et personnels ATOS de l'Université Paris VIII ont manifesté ensemble, déposé une gerbe à la mémoire de Claude Grauel et bloqué l'avenue pour montrer leur colère. Assez de ces morts qui succèdent aux morts !

Creil (Oise)

LES AGRESSEURS RACISTES DE TRAVAILLEURS DE CHAUSSON CONDAMNÉS À LA PRISON

Une agression raciste caractérisée, commis il y a moins d'un an contre deux travailleurs africains de Chausson, vient de se conclure par la condamnation des deux agresseurs : le premier, Nikitenko, se voit condamné à 15 mois de prison dont 7 ferme, plus 3 ans de mise à l'épreuve, plus 10 000 F de dommages et intérêts à l'agressé qui s'est porté partie civile ; l'autre, Dourdan, à 4 mois ferme, 1 000 F d'amende et 4 000 F de dommages et intérêts ; les deux devant verser 1 500 F pour la couverture des frais des plaignants. De plus le MRAP reçoit le franc symbolique qu'il réclamait, plus 1 500 F pour couvrir ses frais.

L'agression s'était déroulée le 26 décembre 1989. Ces travailleurs de Chausson-Creil avaient été mutés à Gennevilliers dans le cadre du plan social. Ils se rendaient au rendez-vous à 21 h 30 à côté du parking de Chausson-Creil pour être emmenés à Gennevilliers pour travailler de nuit.

En voiture, les agresseurs se sont portés à la hauteur d'un ouvrier africain relativement âgé, de petite taille, et l'ont insulté avec des injures racistes, puis ils ont arrêté leur voiture et l'un d'eux, très grand et costaud, a commencé à frapper. Un des camarades de l'agressé s'est porté à son secours et a été quasiment assommé par un pavé, jeté par l'autre agresseur , et blessé sérieusement. Les autres travailleurs africains arrivant, les agresseurs se sont repliés sur leur voiture mais ont essayé d'écraser celui qui était à terre, inanimé. Et cela à deux reprises. La voiture a été arrêtée à quelques centimètres du blessé par une borne en béton que le conducteur n'avait pas vue. Le principal blessé, conduit en urgence à l'hôpital, a été arrêté un mois, l'autre quelques jours.

Les agresseurs ont été presque immédiatement arrêtés, car un inspecteur de police fut témoin de l'agression et fit immédiatement appel à ses collègues. Le conducteur et principal agresseur a été mis au mandat de dépôt. Il est resté presque un mois en prison, le temps de l'instruction. Les agressés appartiennent à la plus grande entreprise de la région et ont immédiatement reçu le soutien syndical. Le Syndicat Démocratique Chausson de Creil et la CFDT de Gennevilliers ont ensemble alerté l'opinion sur cette affaire.

A l'audience du mercredi 12 décembre le président du tribunal insista sur le caractère raciste de l'agression, en demandant explicitement aux inculpés de s'expliquer sur ce sujet, et souligna la tentative d'écraser les victimes. Par contre le substitut du procureur, qui représentait pourtant le parquet, essaya d'expliquer que cette agression n'était pas raciste : *«Les agresseurs ont proféré des injures racistes, mais c'est parce qu'ils avaient trop bu* (2 g d'alcool pour le conducteur). *Dans ces moments-là, on dit ce qui passe par la tête»*. En clair : si vous avez bu, ce que vous dites ne pourra être retenu contre vous ! Gageons qu'en cas d'injures à magistrat ou à fonctionnaire de police, l'argument ne serait pas retenu !

Le tribunal heureusement n'a pas suivi cette «démonstration» et a reconnu le caractère raciste avéré de l'agression, en acceptant la constitution de partie civile du MRAP.

La presse locale s'est fait l'écho de ce procès et les articles ont été lus avec intérêt, notamment chez Chausson, où les travailleurs immigrés sont nombreux.

FOYER DES JEUNES DU BATIMENT (TOULOUSE)

ÇA VA CHAUFFER !

Dans ce foyer qui héberge environ 150 jeunes travailleurs du bâtiment, la direction ne fait fonctionner le chauffage que quelques heures le matin et le soir. La nuit et pendant la journée, le chauffage est éteint. Et le week-end, on chauffe encore moins (12° le dimanche après-midi) !

Pourtant on paie bien le chauffage, qui est compris dans le prix du loyer : 431 F par semaine pour une petite chambre. Dans les dernières semaines, la situation est devenue vraiment insupportable : dans les chambres, on doit constamment porter un blouson et beaucoup sont malades.

Dimanche 9 décembre, un certain nombre d'entre nous ont donc fait le tour des chambres pour discuter d'une éventuelle pétition. La réunion qui a suivi a regroupé une vingtaine de personnes : la pétition rédigée a très bien été accueillie et signée par tous les pensionnaires. Le lendemain, nous nous sommes retrouvés à une trentaine : le directeur est venu et nous a assommés d'explications techniques et budgétaires, pour finir par nous proposer ses "solutions" : si on a froid, c'est qu'on n'est pas assez habillés ! Il faudrait avoir plus de couvertures, il faudrait boucher les grilles d'aération ; et finalement, si on veut vraiment augmenter le chauffage... payer plus cher !

Mais à la fin, il s'est montré généreux, puisqu'il a accepté de prolonger le temps de chauffage de... 15 minutes, deux fois par jour !

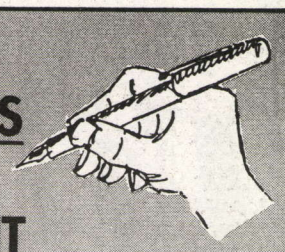
La direction applique les principes dominants dans les organismes "sociaux" : faire des économies sur le dos des travailleurs, dans tous les domaines, y compris les plus élémentaires.

Mais personne n'est dupe. Les interventions ont fusé : le chauffage est un droit élémentaire et on le paie déjà assez !

Alors, contents de s'être exprimés, les pensionnaires sont décidés à se faire respecter.

Si la température ne monte pas dans nos chambres, elle montera dans le bureau du directeur.

NOS LECTEURS NOUS ÉCRIVENT



BIBLIOTHÉCAIRES EN COLÈRE

Des bibliothécaires en colère ? Voilà pourtant une profession bien tranquille, qu'on n'a pas l'habitude de voir crier des slogans ou brandir des pancartes dans des manifs. Mais ces dernières semaines, à Paris comme dans des villes de province grandes et petites, ils se sont mobilisés : grèves, défilés, journées d'action. C'est d'autant plus surprenant que le gouvernement ne cesse de proclamer son souci de lutter contre l'illettrisme, contre les exclusions sociales et culturelles, et multiplie les opérations de prestige. Alors, de quoi se plaignent-ils, eux qui sont l'objet de tant de sollicitude des pouvoirs publics ?

Ils se plaignent de ceci : il leur est tombé dessus un projet de statut de la filière culturelle de la fonction publique territoriale, qui concerne les personnels des collectivités territoriales employés dans les musées, les archives et les bibliothèques. Projet en contradiction totale avec les consultations préalables auprès de la profession. Pour simplifier les quelques centaines de pages de ce projet, il prévoit une hiérarchie compliquée et bureaucratique (17 grades, contre 8 actuellement) et une dégradation généralisée de la qualification. Les formations professionnelles qui existent actuellement sont remises en cause et risquent d'être purement et simplement supprimées, au profit d'une formation "post-recrutement" dont on ne sait pas grand-chose, mais dont on peut parier qu'elle sera restreinte : imagine-t-on une collectivité territoriale se privant de l'agent qu'elle vient d'embaucher et l'envoyant se former pendant six mois à ses frais ?

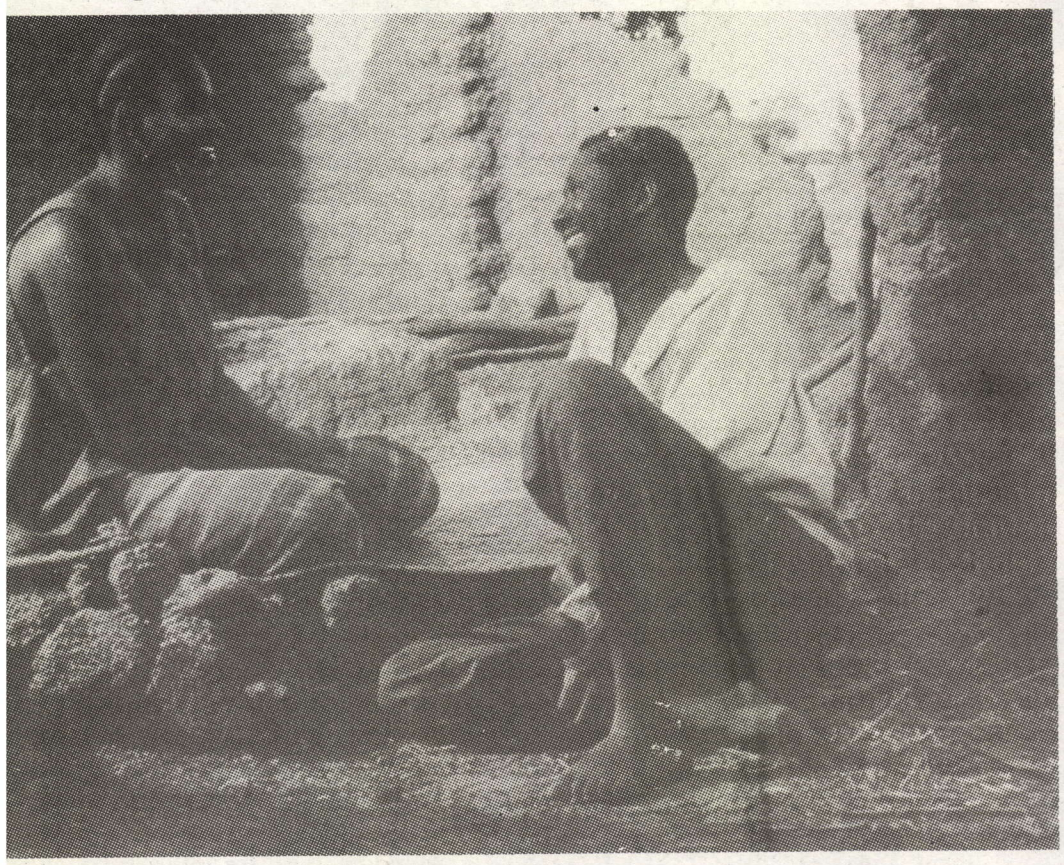
Ce projet n'est pas seulement dommageable pour le personnel mais aussi pour le public ; au moment où, les statistiques le prouvent, les lecteurs sont de plus en plus nombreux dans les bibliothèques, il ne peut que dégrader leurs conditions d'accueil.

Les bilbiothécaires, mais aussi les directeurs et les enseignants des centres de formation au CAFB (Certificat d'Aptitude aux Fonctions de Bibliothécaire), ainsi que leurs étudiants, se sont donc mobilisés, ont popularisé leur lutte auprès du public, qui s'y est souvent associé. Un premier résultat vient d'être atteint ; lors de la dernière concertation, tous les syndicats sans exception ont refusé de signer le projet de statut. Cela suffira-t-il à le bloquer ? A suivre...

A. R.

Tilaï

d'Idrissa Ouedraogo



Tilaï signifie «la loi» en langue mooré, l'une des principales du Burkina-Faso, un pays du Sahel parmi les plus pauvres de la planète.

La loi, ou la coutume, comme on voudra, permet à un vieillard de prendre pour femme la fiancée de son propre fils, sous prétexte que ce dernier a quitté le village et qu'il ne revient pas. La fiancée n'est pas toujours d'accord, évidemment, mais c'est la loi. Et lorsque le fils finit par revenir, il ne lui reste plus qu'à s'incliner.

S'il refuse, comme dans le film, s'il se révolte, alors tout le village se dresse contre lui et peut même le condamner à mort. Et s'il se trouve que le sort en décide ainsi, il se peut même que ce soit le propre frère de celui qui refuse de respecter la loi qui soit désigné pour l'exécution.

L'auteur décrit comment cette coutume inexorable broie les individus, provoque suicide et meurtre. Des critiques ont parlé à propos de *Tilaï* de tragédie «antique». Et il est vrai que la coutume vient du fond des âges. A la fin du vingtième siècle, à quoi peut bien rimer une «loi» comme celle que décrit le film ?

Tilaï est un film très simple, superbe, dans un cadre magnifique, et qui sera vraisemblablement un jour un «classique» du cinéma africain.

André VICTOR

La "Libération" vue d'Uranus... et vue d'ici !

● En tirant de l'oubli *Uranus,* ce roman écrit par Marcel Aymé en 1947, le choix de Claude Berri a provoqué une levée de boucliers, principalement dans la presse dite de gauche. Pour *L'Humanité,* il s'agit d'un *«film d'abord anticommuniste». Le Canard enchaîné* parle de *«collabo-show».* Quant à *Libération,* on y lit qu'il s'agit *«d'un livre d'images sales», «une sorte de symphonie pour une douzaine de Français pur porc,* et que *«ce film se torche dans le nationalisme cocardier et pisse sur le monument aux morts (pour rien)».*

Cela n'est pas sans rappeler la polémique suscitée par des films précédents sur l'Occupation et la Libération, comme *Le chagrin et la pitié* ou *Lacombe Lucien,* pour ne citer que ces deux-là, qui ont eux aussi, en leur temps, suscité la même levée de boucliers et en partie pour les mêmes raisons. Car ces films avaient présenté des aspects de la période de l'Occupation et de la Libération qui écornaient quelque peu la mythologie de la Résistance entretenue par une grande partie de la gauche – et de la droite.

Et en effet, en écrivant *Uranus,* Marcel Aymé écrivait un roman polémique. «Anarchiste de droite», comme il se qualifiait lui-même, il voulait entre autres régler ses comptes avec le PCF au gouvernement. Certes, il n'avait pas apprécié la venue de Hitler au pouvoir en Allemagne. Mais cela ne l'empêcha pas de collaborer pendant la guerre au journal antisémite *Je suis partout.* A la Libération il fut lui-même inquiété et, avec *Uranus,* il s'en prend au PCF suite à la condamnation à mort de l'écrivain et antisémite notoire Robert Brasillach.

Marcel Aymé est matérialiste, anarchiste, mais il est aussi profondément réactionnaire. Sa philosophie de l'histoire est que du point de vue d'Uranus – cette planète noire et sans vie – la terre est belle *«avec la vie et la mort»* et, pour ce qui est des hommes, *«avec leurs guerres, leurs camps de concentration, leurs œuvres de justice»,* Marcel Aymé les voit *«comme des espièglerie, des turbulences».* Un discours qu'il met d'ailleurs dans la bouche du professeur Watrin interprété par Philippe Noiret dans le film. Marcel Aymé dit qu'il aime les hommes avec leurs lâchetés, leurs bassesses, en fait c'est qu'il n'en attend rien de mieux. Une telle philosophie, un peu trop facile, excuse tout, y compris l'injustifiable et justifie tout, même la pire réaction. Elle conduisit en tout cas Marcel Aymé à rejoindre le camp des Brasillach, Céline et C^ie^, même s'il ne partageait pas toutes leurs options.

Quant au réalisateur du film, Claude Berri, il se présente comme juif, anticonformiste et de gauche et a eu de la sympathie pour le communisme... mais ne croit guère aux idées. Du moins c'est ainsi qu'il le formule : pour lui, *«les hommes valent mieux que leurs idées»,* qui seraient la cause ou le prétexte de bien des comportements fanatiques. Et sur ce terrain il se retrouve au fond en communauté d'esprit avec Marcel Aymé, dont il a d'ailleurs très fidèlement respecté le roman.

Alors évidemment, surtout dans le climat politique d'aujourd'hui, le renvoi dos à dos de toutes les idéologies, de toutes les idées quelles qu'elles soient, prend inévitablement une coloration

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

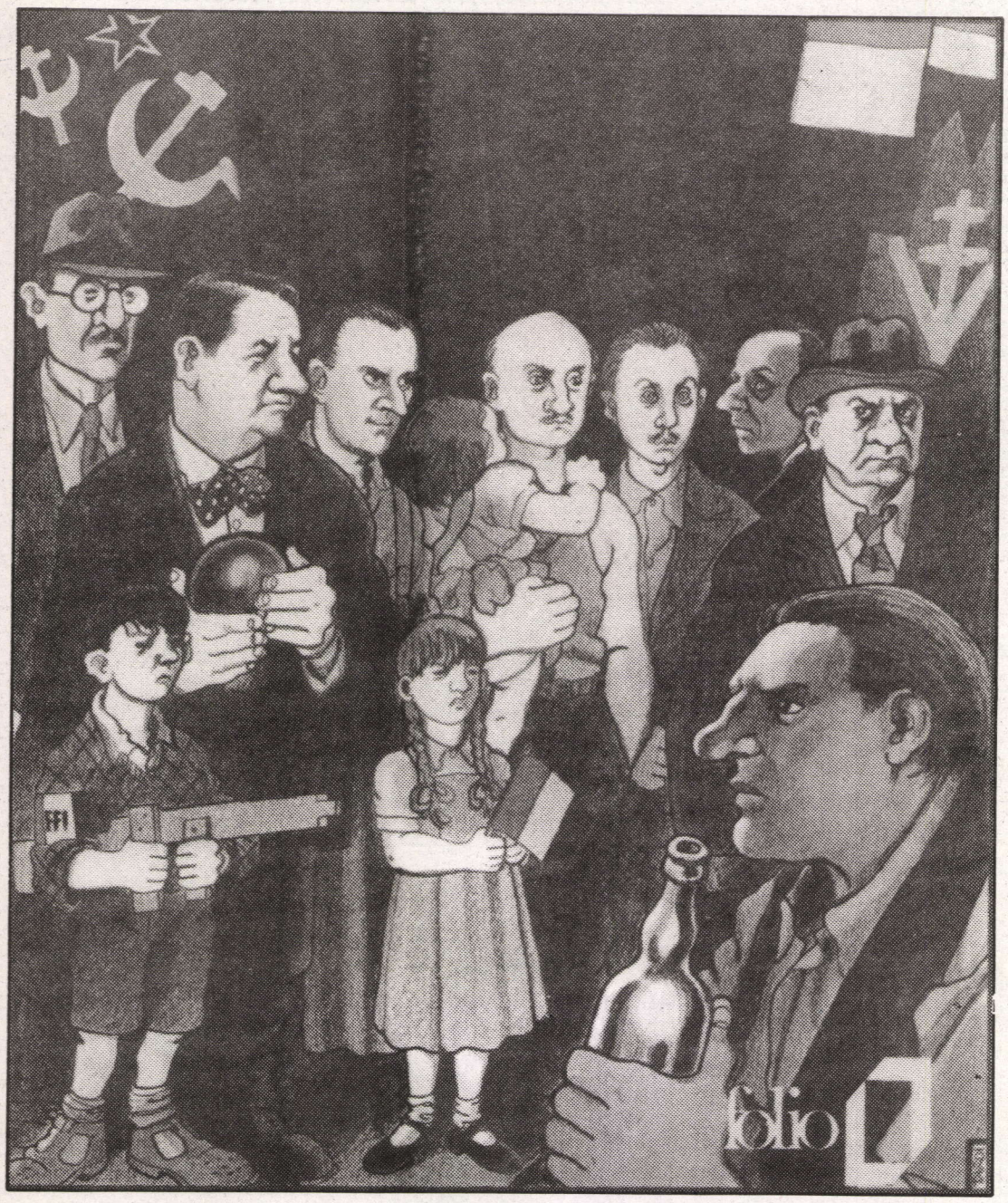
ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

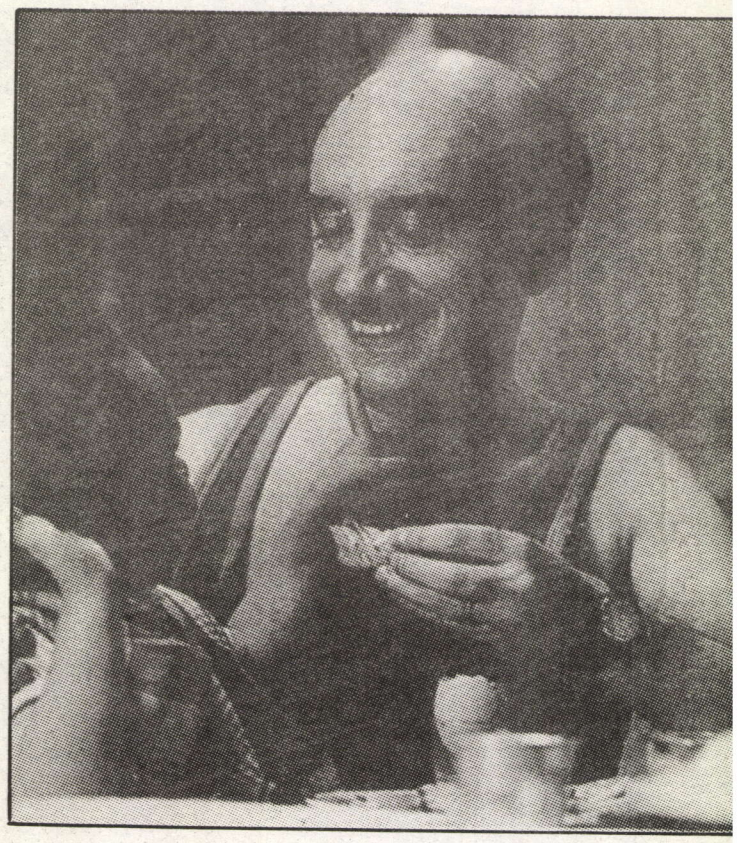
BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Uranus



Un film de Claude Berri d'après le roman de Marcel Aymé



● Quoi qu'on puisse penser des choix politiques de Marcel Aymé écrivant *Uranus*, au lendemain de la guerre, ou de la philosophie de l'histoire de Claude Berri mettant en scène le roman 45 ans après (voir article ci-contre), le film est incontestablement une réussite. Claude Berri a mis tous les atouts de son côté en engageant une pléïade de grands acteurs et il ne s'agit pas de bouder son plaisir.

Le thème est connu. C'est la vie d'un petit village de France au printemps 1945. A la bonne conscience de l'ordre moral pétainiste de l'Occupation, succède une autre bonne conscience. Il ne fait pas bon dire tout haut certaines vérités, par exemple que ce sont les Alliés qui ont détruit sous les bombes le village, et non les Allemands, si on ne veut pas courir le risque de se faire traiter en ennemi du peuple.

Les petits bourgeois mis en scène, des Français bien moyens qui ont accepté hier, moitié par lâcheté, moitié parce qu'ils rêvaient avant tout de la paix, le régime de Vichy et l'occupation allemande (avec ce dont ne parle pas le film : la chasse aux communistes et aux Juifs) sont toujours les mêmes aujourd'hui, alors que ce sont les gaullistes et les résistants qui ont succédé à Pétain.

C'est donc toute une galerie de portraits de la France profonde de 1945 qui se déploie devant le spectateur. Il y a ceux qui tenaient le haut du pavé hier et le tiennent toujours, petits notables, comme ce cadre qui fut pétainiste sous Pétain (Jean-Pierre Marielle) qui cache chez lui, non par idéalisme mais à son corps défendant, un journaliste recherché pour ses écrits sous la collaboration. Il y a le professeur, un sceptique désabusé interprété par Philippe Noiret, qui ne peut accepter qu'on porte atteinte à la vie ; ce qui lui vaut un geste de courage (il s'oppose au lynchage d'un vichyssois). Il y a aussi le cafetier alcoolique et irrascible (Depardieu) qui a amassé une petite fortune au marché noir, mais que son amour tardif pour la poésie de Racine et le personnage d'Andromaque rend émouvant malgré lui ; un personnage haut en couleur qui finit presque comme un juste.

En face, il y a les résistants, les militants du PCF. L'un, cheminot, est plutôt un communiste de la dernière heure (Daniel Prévost), qui profite de la période pour se venger bassement et essayer d'arranger ses affaires personnelles, un personnage guère reluisant. Un autre est un professeur laborieux, plutôt sectaire, qui se méfie de l'humour, «arme des bourgeois» pour tromper le peuple. Enfin un personnage plus sympathique est l'ouvrier communiste (Michel Blanc), le seul qui a le sens de la vie et des réalités, et surtout qui est honnête et se rebelle à l'idée que ses copains puissent faire condamner un innocent «*car la force du parti, c'est les gens comme nous, les gens honnêtes, du fait qu'ils sont honnêtes*».

La plus franche canaille, c'est un richard, Mouglat, qui a amassé des millions en trafiquant avec les Allemands, interprété par Michel Galabru. Lui, on le voit peu, mais il tire les ficelles dans l'ombre. C'est ainsi que, si les gendarmes respectent pour l'heure les militants du PCF, en dernier ressort, ils reçoivent leurs ordres du préfet, et celui-ci du ministre, qui lui-même rend des comptes à Mouglat-Galabru. La boucle est bouclée et les flics assassinent le plus légalement du monde le cafetier-poète qui, sous l'empire de l'alcool et des «vers» que, comme il dit, il «a dans la viande», a crié sur la place publique les méfaits de Mouglat-Galabru.

C'est un tableau très noir d'une réalité qui ne l'était pas moins. Tout le talent de Marcel Aymé et de Claude Berri est de nous en faire rire, car on rit beaucoup, car c'est corrosif, virulent. Mais la potion reste amère... Aussi amère qu'est pessimiste la vision de l'humanité selon Marcel Aymé, le point de vue d'Uranus, d'où tous les actes des hommes, qu'ils soient hypocrites ou courageux, égoïstes ou généreux, se valent.

Cécile BERNIER

Uranus, le roman de Marcel Aymé est publié dans la collection Folio, chez Gallimard. Prix : 27,50 F.

réactionnaire que n'aurait pas reniée Marcel Aymé.

Mais il reste qu'*Uranus,* le roman comme le film, montre des faits bien réels de la période : les petites lâchetés, les petites hypocrisies du grand nombre, de même que les exactions ou les règlements de comptes opérés par certains sous couvert de «chasse aux collabos».

Mais finalement, le film comme le livre, Claude Berri comme Marcel Aymé, en ne montrant que les petites saloperies individuelles de certains petits acteurs de la période, en ne montrant pas les ressorts politiques de la prétendue «épuration», participent à la même entreprise de mystification que tous leurs critiques qui leur reprochent de «salir» la «Libération».

Le problème fondamental de la période, pour De Gaulle, et pour les partis (de la droite au PCF) qui le soutenaient, c'était de remettre sur pied l'appareil de l'Etat français, dont les différents rouages (armée, police, justice) avaient d'une façon ou d'une autre, à un moment ou à un autre, participé aux pires tâches de répression organisées par le régime de Vichy.

Les généraux qui avaient été aux ordres du maréchal jusqu'en 1942 (Juin, de Lattre), la police qui avait raflé les juifs pour que la gestapo puisse les déporter en Allemagne, les juges qui avaient présidé les Cours spéciales de Vichy, De Gaulle en avait besoin pour reconstruire un appareil d'Etat efficace au service de la bourgeoisie française. Et la direction du PCF en proclamant «une seule police, une seule armée», s'était mise à son service

La prétendue épuration de la fin de l'année 1944 ne fut qu'un exutoire, une pseudo-justice populaire offerte en dérivatif aux militants du PCF et aux ouvriers. On traqua bien des sous-fifres de la collaboration, mais principalement des sous-fifres. C'était ce qui permettait aux dirigeants du PCF, participant au gouvernement tripartite, de faire passer en contrebande leur politique de défense des intérêts de la bourgeoisie française (y compris ceux de certains gros bourgeois enrichis dans les trafics de la guerre). Et c'est ainsi que l'appareil de l'Etat, police, justice, après avoir fidèlement servi sous Pétain, a pu passer quasi intact au service de De Gaulle, qu'un Papon a pu être ministre de l'Intérieur (en poste au moment du massacre de Charonne en 1962) après avoir, comme secrétaire de la Préfecture de la Gironde, signé des directives concernant les déportations de juifs.

Paradoxalement, «du point de vue d'Uranus», Claude Berry comme Marcel Aymé, ont vu quelques péripéties subalternes, mais pas la grande mystification qui se déroula lors de l'effondrement du régime de Vichy.

C.B.

Chausson Gennevilliers (92)

(LO)

Contre la menace de licenciements

SE BATTRE ENSEMBLE NE RIEN ACCEPTER SÉPARÉMENT

«Si vous licenciez, nous prendrons l'usine en otage, vos presses et la chaîne du Trafic Renault ne tourneront plus» : c'est ce qu'étaient allés dire le 19 novembre plus de 250 grévistes au PDG, en envahissant la salle où se tenait ce jour-là la première procédure de 900 licenciements à Chausson-Gennevilliers. C'est ce qui s'est reproduit le mardi 11 décembre dernier, toute la journée cette fois, au moment du deuxième CCE.

Pour une bonne partie des grévistes du 19 novembre, il fallait en effet montrer qu'*«on était capables»* (slogan qui a retenti une bonne partie de la journée), qu'on était prêts à mettre les menaces à exécution. C'est sur ce sentiment assez largement partagé que se sont appuyés les plus déterminés de l'usine (principalement des militants de la CFDT, dont ceux d'extrême-gauche) pour préparer cette journée en argumentant sur l'idée *«qu'il n'est pas question de travailler pendant que le patron discute de notre sort»*.

Et mardi 11 décembre au matin, après s'être regroupés aux endroits où se tiennent habituellement les assemblées d'atelier, les gars des chaînes de Tôlerie du Trafic, bientôt rejoints par les grévistes de l'usine H, sont allés encourager ceux de l'atelier des Presses encore hésistants.

Toute la matinée en fait s'est passée en assemblée générale (une liaison téléphonique régulière ayant été mise en place avec le CCE) ou en manifestation pour bloquer les ateliers moins déterminés. Des grévistes tentaient de persuader les autres, en leur disant par exemple : *«Il va y avoir des licenciements, alors, si moi je ne mange pas, tu ne mangeras pas non plus»*, *«Le travail, c'est pour tout le monde ou pour personne»* ou encore (bien plus imagé en Mécanique où le travail se fait dans les fosses) : *«Ceux qui veulent crever n'ont qu'à rester dans les trous»*.

Aussi, quand l'équipe de l'après-midi est arrivée et a trouvé les chaînes vides et près de 200 grévistes de la normale et de l'équipe du matin comme «comité d'accueil», beaucoup se sont dit : *«C'est parti pour la journée, on rentre à la maison»*. Mais une centaine de «grévistes actifs» sont quand même restés pour attendre et la fin du CCE et l'équipe de nuit pour la mettre en grève... ce qui a eu lieu également.

Le lendemain, tout le monde était content d'avoir été capable de cette démonstration de force : paralyser toute l'usine un jour et une nuit, nous ne l'avions pas fait depuis la dernière vraie grève de février-mars 1988.

Ces derniers jours, des intérimaires à leur tour ont commencé à se manifester. A l'usine H (une des deux usines de Gennevilliers) dont la direction a annoncé la fermeture pour dans quelques mois, une centaine d'intérimaires sont présents, en renfort, pour sortir les dernières voitures. Mais la direction rompt leur contrat pendant les fêtes de Noël et du jour de l'an (pour ne pas leur payer de «congés»). Aussi le lundi 17 décembre, en Mécanique et Tôlerie, les intérimaires se sont tous rassemblés. Ils sont montés chez les chefs de service et ont fait savoir fermement qu'ils n'en resteraient pas là. Dès le lendemain, n'ayant toujours pas de réponse, ils sont allés à une quarantaine en manifestation à travers les ateliers, voir le chef du personnel et le directeur.

Ni ceux qui travaillent chez Chausson depuis quelquefois 15 ou 20-25 ans, ni les intérimaires, ne sont d'humeur à se laisser traiter injustement. Mais tout le monde sait aussi que des assemblées ou journées de débrayage ne seront pas suffisantes pour faire reculer les patrons, Peugeot et Renault, dont les affaires ne vont pas si mal. Bref, beaucoup sont convaincus qu'il ne faut pas en rester là car les échéances se rapprochent : dès janvier, la direction considérera son «plan social» comme «bouclé» et essaiera de faire passer individuellement ses conditions.

Déjà en Peinture et Mécanique-Finition, des travailleurs sont sollicités pour d'éventuelles possibilités de reclassement à Talbot-Poissy. Mais combien ? Et à quelles conditions ? En tout cas, jusqu'à présent, ces sollicitations n'ont pas eu de succès car, en particulier en Peinture, les travailleurs sont conscients que, pour obtenir le maximum (en reclassement ou dédommagement financier), il faut se battre ensemble et ne rien accepter séparément.

Correspondant LO

Lors de la grève de mars 1988
(LO)

Élections professionnelles

PROGRÈS DE LA CFDT

Aux dernières élections de délégués au Comité d'entreprise (qui suivaient de peu celles des délégués du personnel), auxquelles ont participé 71,2% des inscrits, la CFDT a obtenu 52,3% des suffrages, soit 2,9% de mieux, tandis que la CGT a obtenu seulement 36,8%, soit 4,5% de moins qu'il y a deux ans. FO (avec 10,8%) «gagne» 1,5%, mais cela représente plutôt un recul du fait que sont récemment arrivés à Gennevilliers plus de 200 travailleurs de Meudon, essentiellement électeurs FO à l'origine. Par ailleurs, la CFDT se présentait pour la première fois au CE pour le deuxième collège et a obtenu 35,5% des voix (contre 16% en général aux précédentes élections de DP où elle avait des candidats, si l'on veut comparer avec quelque chose).

La grande presse bourgeoise qui s'est récemment félicitée des «pertes» de la CGT à Renault ne pourrait pas le faire ici. Certes, quelle que soit la politique menée par telle ou telle section syndicale CFDT, une partie de l'électorat choisit cette étiquette parce que la CFDT apparaît comme un syndicat «responsable» qui a quelques bons amis politiciens... Mais chez Chausson-Gennevilliers, la plupart de ceux qui ont voté pour la CFDT l'ont fait «pour la lutte».

En effet, l'équipe de militants actifs qui dirige la section (dont ceux de Lutte Ouvrière) avait appelé tout particulièrement cette année, d'abord aux DP puis au CE, non pas à se prononcer pour telle ou telle «gestion» du CE, mais à *«voter pour l'action contre les licenciements»*. Et cette campagne a eu de l'écho... même auprès de petits et moyens chefs, techniciens qui sentent aussi, et à juste titre, planer sur eux la menace du licenciement et trouvent ces derniers temps le moyen d'exprimer leur sympathie pour ceux qui «bougent».

Après avoir «voté pour la lutte», reste évidemment à la gagner...

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995